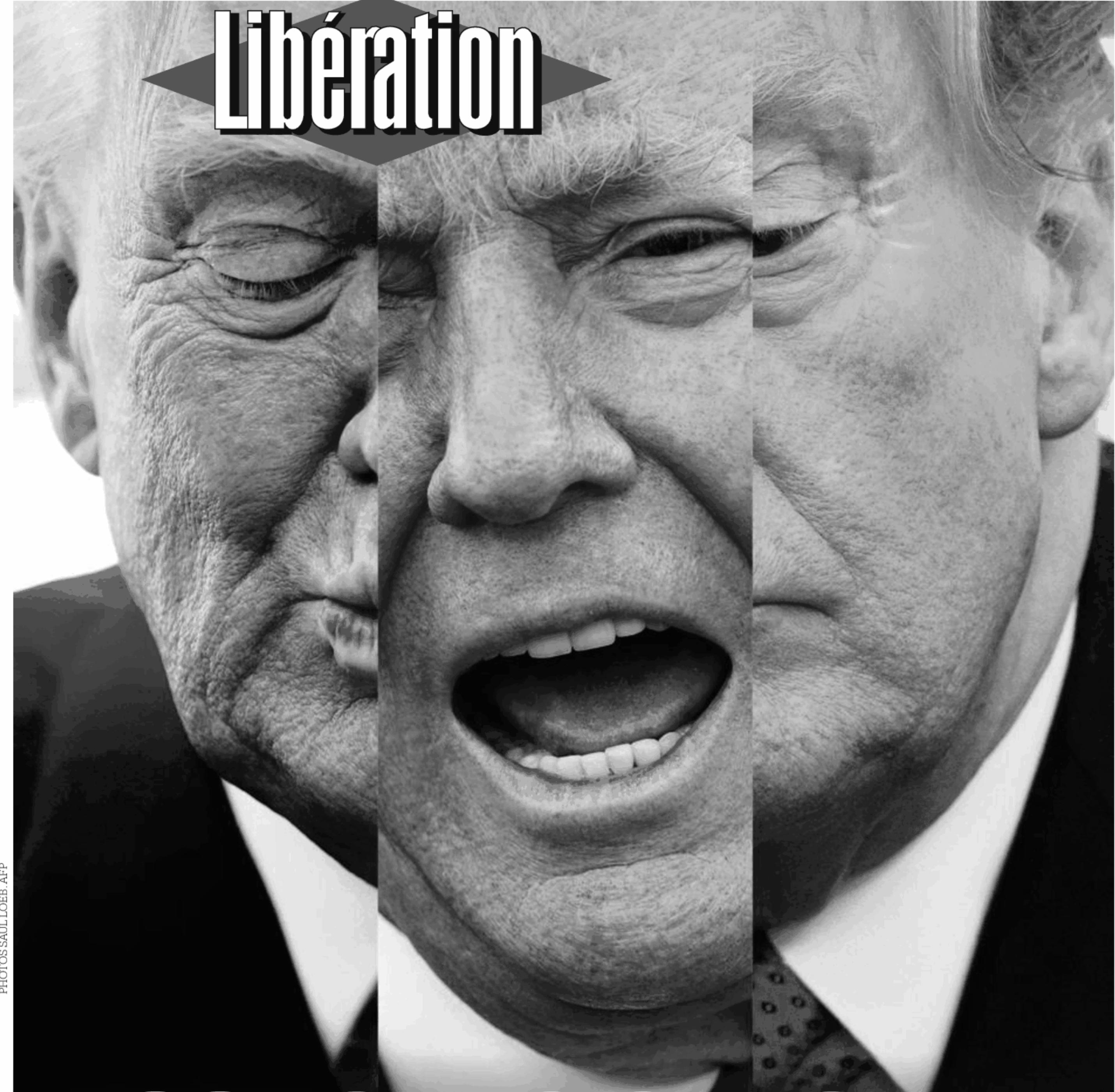


2,80 € Première édition. N° 13625

MERCREDI 30 AVRIL 2025

www.liberation.fr

# Libération

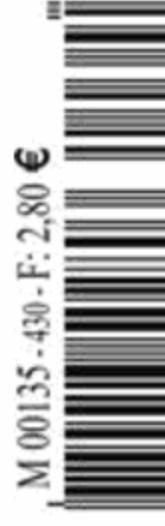


PHOTOS SAUL LOEB, AFP

# 100 JOURS SANS FIN

Santé, humanitaire, fonctionnaires, institutions, libertés publiques...  
Depuis son élection, le président américain mène sans relâche une entreprise de destruction massive aux Etats-Unis, mais aussi à l'international. PAGES 2-6

Liberation



M 00135 - 430 - F: 2,80 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Belgique 2,80 €, DOM 3,60 €, Espagne 3,30 €, Grèce 3,30 €, Luxembourg 2,80 €, Maroc 30 Dh, Portugal (continental) 3,70 €, Suisse 3,70 CHF.

## EDITORIAL

Par  
DOV ALFON

## Chaos

C'est un bilan à la fois parfaite-ment prévisible et totalement stupéfiant.

En cent jours, Donald Trump a anéanti l'exception économique américaine, déstabilisé ses institutions et considéra-blement affaibli sa monnaie, ses marchés, sa crédibilité fi-nancière, son attrait touristique et son soft power culturel. En cent jours, le 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis a ébranlé l'Otan et défait l'alliance militaire et politique de son pays avec pratiquement tous ses alliés, l'UE, le Japon, le Mexique, la Corée, les pays scandinaves, le Viet-nam, la Suisse, et le Canada. En cent jours, il s'est copieuse-ment enrichi, lui et sa famille, grâce à des investissements opaques en cryptomonnaies et à des manœuvres boursié- res nébuleuses. Ce faisant, il a ruiné des pays entiers, souvent les plus pauvres, en leur cou-pant sans autre forme de pro-cess aides, contrats ou accords de libre-échange.

En cent jours, dans une quête de vengeance aussi puérile qu'effrénée, le président des Etats-Unis a mené une campa-gne d'intimidation contre des dizaines de médias, d'univer-sités, de magistrats, de com-pagnies commerciales, de ca-binets d'avocats, d'adversaires politiques et de leurs enfants. En cent jours, Trump a pris le parti de la Russie de Vladimir Poutine contre l'Ukraine de Volodymyr Zelensky. Il a menacé de lancer nombre de plans colonialistes contraires au droit international, de l'invasion du Panamá à l'exploitation des fonds marins, de l'annexion «par la force s'il le faut» du Groenland à l'expatriation des habitants de la bande de Gaza.

En cent jours, et avec un plai-sir manifeste, Trump a expulsé plus de 200 personnes (dont presque aucune n'a de casier judiciaire) vers un goulag sal-vadorien tout en débitant, avec une volubilité extrême, des inepties monstrueuses. Il a semé le chaos dans les agences d'intérêt public les plus prestigieuses au monde, limogeant des centaines de scientifiques, fonctionnaires et inspecteurs.

En cent jours de sa présidence, Donald Trump a signé l'arrêt de mort de milliers de per-sonnes dans le monde, directe-ment et indirectement. On ne peut que constater avec ef-froi qu'il nous reste 1361 jours avant la fin de son mandat. ▶

# ÉTATS-UNIS

## Du Trump à l'état pire



Avec Melania Trump, le jour de l'investiture, le 20 janvier à Washington. M. ROURKE. AP



Le 27 janvier devant la Maison Blanche. PHOTO KENT

## «La priorité de son agenda, ce sont les “wokes”»

**En cent jours, Donald Trump a renversé l'ordre international libéral défendu par les Etats-Unis depuis 1945. En apparence erratique, sa diplomatie guidée par le protectionnisme est mûrement réfléchie, décrypte la directrice de recherche Maud Quessard.**

**C**ent jours pour plus d'un siècle de retour en arrière. En matière de politique étran-gère, la nouvelle administration Trump renoue avec une vision passéeiste des relations internationales, loin de l'ordre libéral établi de-puis 1945. Les Etats-Unis se pensent désormais

en grande puissance autonome et se fichent bien des alliances passées ces dernières décennies. Cela donne à voir un nouvel impérialisme, dans une supposée sphère d'influence (Canada, Groenland, canal de Panama). Une guerre com-merciale tous azimuts, dont on peine encore à comprendre la finalité. Et surtout un alignement sur des Etats révisionnistes (Russie, Chine, Iran) avec lesquels Washington doit pourtant négocier pour se retirer des grands conflits de ce monde. Selon Maud Quessard, directrice du domaine Eu-ratlantique à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (Irsem), cette diplomatie en apparence erratique est pourtant bien cons-truite et mûrement réfléchie.

**Comment qualifier la politique étrangère de ce deuxième mandat Trump ?**

L'impopularité qui rattrape déjà le 47<sup>e</sup> président américain cent jours après son come-back à la Maison Blanche ne semble pas un frein à son intention de pulvériser normes et institutions, avec une frénésie inédite.

Par  
**JULIEN GESTER**  
Correspondant à New York

**V**oilà donc cent jours que Donald Trump a retrouvé la Maison Blanche en se prévalant d'un quasi blanc-seing: un mandat «historique», «puissant», «massif», «sans précédent», humblement reçu d'une coalition de forces tant populaires et divi-nes. «*La nation entière s'unit rapides-ment derrière notre programme*» et «*Dieu m'a sauvé pour que je rende sa grandeur à l'Améri-*

*que*», proclamait-il ainsi lors de son discours de réinvestiture le 20 janvier, avant de promettre de s'atteler à ce qu'*«une vague de changement déferle sur le pays»* – et de tenir cette promesse-là au moins. Cent jours plus tard, la vague dé-ferle bien, ravageuse, renversant les normes, les contre-pouvoirs et les équilibres institutionnels comme des décennies de relations diplomatiques et d'ordre interna-tional, réécrits au quotidien au gré des imprévisibles caprices d'une politique de la nature: ses bifurca-

Elles s'inscrit, comme ce qui se fait en politique intérieure, dans une dérive autoritaire de l'Etat amé-ricain. Et surtout, elle est marquée par une ten-dance de fond: c'est une idéologie nationaliste et ultrareligieuse qui détermine désormais l'agenda de politique étrangère. Ce n'est donc pas l'imprévisibilité du Président mais le projet des personnes qui l'entourent. Et ce ne sont pas Pete Hegseth [secrétaire à la Défense, ndlr] ou Marco Rubio [secrétaire d'Etat] qui sont à la manœuvre, mais davantage l'entourage du vice-président, J.D. Vance, et de l'ensemble des courants natio-nalistes conservateurs et ultrareligieux.

### Le président américain et son secrétaire d'Etat ne sont donc pas à la manœuvre ?

Donald Trump, c'est l'homme de paille de l'agenda politique déterminé par les nationalistes américains et la droite religieuse, avec J.D. Vance à la jonction de ces courants. Marco Rubio, c'était au départ un choix pragmatique, un responsable avec une carrière un peu reconnue qui acceptait de faire le job au milieu d'une équipe composée de brebis galeuses. Il sert à légitimer le pouvoir autant que faire se peut, mais sa parole est limi-tée, c'est une sorte de faire-valoir.

tions et reculs n'effacent pas les dégâts, ils en accroissent la confusion. Et ainsi s'évapore peu à peu toute crédibilité d'une première puissance mondiale qui semble voguer à vue, au gré des humeurs d'un seul homme rêvant à sa présidence un pouvoir sans borne, ni précédent.

### FRÉNÉSIE

Cette administration menace chaque jour d'engager les Etats-Unis sur la voie d'une crise constitutionnelle : que l'exécutif trumpien défie depuis trois semaines une décision unanime de la Cour suprême (qui lui avait ordonné de «faciliter» le retour d'un homme expulsé par erreur dans une geôle du Salvador), qu'il cherche vendredi à intimider le pouvoir judiciaire en envoyant le FBI interroger une magistrate (accusée d'avoir déjoué l'arrestation d'un migrant dans son tribunal), ou qu'il procède ces derniers jours à l'expulsion vers le Honduras de trois enfants pourtant détenteurs de la citoyenneté américaine, parmi lesquels un gamin de 4 ans atteint d'un cancer en cours de traitement aux Etats-Unis...

Si son bilan législatif demeure maigre, la frénésie d'actions exécutives

mises en œuvre s'avère sans égale (près de 140 décrets signés, que ce soit pour solder de vieilles rancunes personnelles [lire pages 4 et 5], remiser régulations et politiques de diversité ou promouvoir pailles en plastique et extraction du charbon).

Comparable seulement aux révoltes engagées par le New Deal rooseveltien, le redémarrage en trombe de Trump ne se mesure cependant pas tant à l'intensité des cent jours de 1933, parmi les plus transformateurs de l'histoire moderne américaine, pour en prolonger l'héritage qu'à l'inverse, pour le démolir – au nom du vieux rêve, couvé de longue date à droite, d'y substituer une contre-révolution réactionnaire. Et si l'ambitieux réformisme social d'un Roosevelt entendait tirer l'Amérique d'une Grande Dépression alors accentuée par les errements protectionnistes, Donald Trump apparaît bien déterminé à emprunter tête baissée l'exacte pente inverse : une large majorité d'économistes, d'investisseurs et de simples consommateurs s'accordent aujourd'hui sur l'imminence redoutable d'une récession aux Etats-Unis,

## Aucun président américain n'avait vu ses soutiens s'effondrer si vite et si bas. 59% des sondés du «New York Times» qualifient son mandat d'«effrayant».

précipitée par la guerre commerciale déclarée par Trump au reste du monde à coups de droits de douane.

Une nette majorité d'Américains ne s'y retrouve pas, alors, pour ce qui est de «Dieu», on ne saurait dire, mais jamais, à l'ère des mesures modernes de l'opinion, aucun président américain n'avait vu ses soutiens s'effondrer si vite et si bas – pas même le Trump de son premier mandat. Lui qui jouissait encore de 42% d'opinions favorables à ce stade en 2017 voit à peine 39% des personnes sondées pour

le compte du *Washington Post* approuver aujourd'hui son action présidentielle, quand 55% s'y opposent. Deux tiers des sondés du *New York Times* retiennent d'abord de ce début de mandat qu'il fut «chaotique». Et 59% le qualifient d'«effrayant». Les chroniqueurs de Fox News arboraient lundi leurs mines les plus graves pour commenter l'ampleur du désaveu populaire sur les thèmes de l'économie (seulement 38% d'approbation) et de l'inflation (33%). Soit précisément ce qui aura fait réélire Trump en novembre.

Avril a vu Wall Street connaître la pire dégringolade depuis Nixon pour un début de mandat présidentiel (8,5% de pertes de l'indice élargi S & P 500), et la confiance des consommateurs fondre de 32% en trois mois. Mais malgré l'anxiété diffusée par les marchés et les pertes déjà «massives» que dénonce une coalition d'exportateurs agricoles, la désillusion des Américains ne fait sans doute que commencer : il leur reste encore à goûter aux pénuries, rayonnages vides et flambée de prix qui s'annoncent d'ici quelques semaines, alors que la circulation de conteneurs entre la Chine et

les ports américains s'est affaissée début avril... Et malgré les promesses quotidiennes de voir fleurir mille deals, aucune issue viable ne se dessine.

### POST FURIBARD

Même sur la question de l'immigration – meilleur atout présumé de Trump, fort de la chute historique du nombre d'interpellations de clandestins à la frontière sud du pays (en baisse en mars de 95% sur un an) –, les courbes sondagières ont viré la semaine dernière au rouge. Et si sa personne conserve l'ample adhésion de la base républicaine (à 86% favorable, selon CNN), que contre-balance le rejet quasi en bloc du camp démocrate (93% contre), le soutien des électeurs indépendants a déjà retrouvé le niveau le plus bas de son premier mandat (31%, soit autant qu'en janvier 2021, en pleine déconfiture post-insurrection avortée). Le désamour se dessine désormais si nettement que même Trump, qui se flatte fréquemment de cotes records (aux sources parfaitement fantaisistes), ne peut l'ignorer et en faire les brûlures égotiques. Ainsi le président a-t-il ré-

**Suite page 4**



Avant de monter à bord d'Air Force One, le 31 janvier. PHOTO JIM WATSON. AFP



A Washington, le 2 février. PHOTO TIERNEY CROSS. AFP

NISHIMURA. AFP

### L'incapacité de l'administration Trump à aller vite au bout des négociations lancées, sur l'Ukraine, le Proche-Orient, l'Iran, comme il l'avait promis, n'est-elle pas un aveu d'échec de cette politique étrangère?

Il faut toujours distinguer la parole du candidat Trump, qui parle pour se faire élire, de ce qu'il fait en réalité. Trump ne sait pas comment négocier en diplomatie : pour lui, cela se résume à faire la paix par la force et appliquer une pression maximale. Il pense avoir l'art du deal comme quand il parle de négociations commerciales. Mais on ne négocie pas avec Vladimir Poutine avec un slogan ou une annonce. Avec un département d'Etat qui a son budget réduit de moitié, il se prive de diplomates de carrière qui sont qualifiés et qui pourraient traiter les dossiers de conflit en cours. Résultat : on a un homme à tout faire de Trump, Steve Witkoff, qui agit plus en intermédiaire entre la Russie et les Etats Unis, qu'en véritable négociateur, dans la mesure où il a presque prêté allégeance à Vladimir Poutine. Et en face, il y a une équipe russe de négociateurs et de diplomates qui est très so-

lide. C'est pareil dans les négociations avec l'Iran, qui sont particulièrement catastrophiques. Sans même parler de la gestion des protocoles de sécurité. Ça fait beaucoup de failles.

### Comment l'entourage nationaliste et ultrareligieux de Trump envisage cet amateurisme?

Leur préoccupation principale et leur stratégie, ça a d'abord été de gagner le territoire national. C'est «America first». Et le plus important, c'est ce que fait Trump avec l'aide de Musk en essayant de balayer l'idéologie «woke». La priorité de leur agenda, ce n'est ni l'Iran, ni l'Ukraine, ni la Russie, ni même la Chine, ce sont les ennemis de l'intérieur : les «wokes» et la gauche américaine. Ils les balaient sur le territoire national et ensuite ils envoient Vance dire à l'étranger que les pays qui ne partagent pas ce renversement des valeurs qui s'opère aux Etats-Unis ne sont plus des alliés. C'est en ça que l'agenda de la diplomatie s'aligne totale-

ment sur les objectifs de politique intérieure. Ils veulent exporter leurs propres guerres culturelles qui deviennent presque un projet civilisationnel. Il y a au sein de l'administration des responsables comme Tulsi Gabbard, qui a une position idéologique pro-Poutine, à la tête de l'ensemble du renseignement américain, soit plus d'une quinzaine d'agences qui sont actuellement purgées à la solde de ces nationalistes.

### Tout cela va à rebours du traditionnel soft power des Etats-Unis...

L'administration Trump torpille les outils ou les instruments de son propre soft power, à commencer par les institutions américaines, pour mieux contourner l'Etat de droit. On n'est plus dans une démocratie libérale, on est au mieux dans une démocratie

illibérale qui glisse vers un régime autoritaire.

### Quel est le projet international d'une Amérique se refermant complètement sur elle-même?

C'est la revanche de cette Amérique qui se sent déclassée, celle incarnée par J.D. Vance et qui est aussi celle de la lutte contre le déclin de la race blanche. Ils n'ont plus de grande stratégie à l'international. Ils n'ont comme projet que ce qui sert les intérêts nationaux et qui nous a d'abord étonnés : sécuriser les voies maritimes au Sud comme au Nord, avec le canal de Panama, le Groenland ou l'Arctique. Ce qui est plus perturbant, c'est qu'on ne comprend pas pourquoi Trump adopte une politique de pression maximale aussi forte en utilisant les instruments commerciaux, ce qui paraît totalement contre-productif. Sur ce sujet, on peut effectivement craindre beaucoup d'amateurisme. Les conseillers économiques de Trump sont les plus mauvais. Donc tout n'est pas complètement cohérent. Mais le projet idéologique est quand même là. Et si vous regardez l'histoire des régimes autoritaires, que ce soit l'Italie fasciste ou l'Allemagne nazie, ils n'ont pas commencé avec des prix Nobel ou des chercheurs émérites. Ils prennent d'abord des hommes de main.

Recueilli par BENJAMIN DELILLE



INTERVIEW

DR

**Suite de la page 3** pliqué lundi soir dans un post fureur sur son réseau Truth Social pour appeler à des investigations aussi bien contre le *New York Times* que ses bons amis de Fox News, en taxant leurs sondages de «négativité criminelle» et d'être «les ennemis du peuple».

Pour rebondir, reconquérir les cœurs, à défaut d'avoir réalisé la prophétie de mettre un terme aux guerres en Ukraine et à Gaza en un claquement de doigts, Trump et ses étroites majorités au Congrès s'en remettent donc comme toujours à la promesse de générées baisses d'impôts. Mais celles-ci complexifient un peu plus l'impossible équation politico-budgétaire à laquelle sont confrontés ces jours-ci les législateurs conservateurs, dans l'incapacité de livrer pareils cadeaux fiscaux, de doper les moyens mobilisés dans la traque des étrangers sans papiers et de contenir en même temps le déficit public, sans pour autant trancher dans le maigre filet social que Trump avait pourtant promis-juré de laisser intact. De fait, des coupes plus ou moins déguisées semblent bien se dessiner dans le finance-

«La première fois, j'avais deux choses à faire, diriger le pays et survivre. [...] La deuxième fois, je dirige le pays et le monde.»

Trump dans «The Atlantic»

ment fédéral de Medicaid – le programme d'aide médicale aux personnes à bas revenu –, alors que l'inflation menace de redécoller et qu'il s'agit là, une fois de plus, de financer les largesses dont les premiers bénéficiaires seront les contribuables les plus fortunés.

#### PUNITION COLLECTIVE

Après la combustion express de son futur-ex-inséparable acolyte, mécène et paratonnerre Elon Musk (en cours d'exfiltration de Washington), l'érosion accélérée du capital politique de Trump ne semble à ce jour ni vraiment son souci, ni susceptible d'entamer à court terme ses féroces appétits – de tout casser,

se venger, remodeler le pays, sa démocratie, et l'ordre international à sa guise... Lors d'un échange avec le magazine *The Atlantic* publié lundi, il assurait même qu'il «[s']amus[e] beaucoup» en ce second mandat: «La première fois, j'avais deux choses à faire, diriger le pays et survivre. [...] La deuxième fois, je dirige le pays et le monde.»

Lors d'une réunion publique où elle verbalisait la «peur» des représailles qui mine «tous» les élus républicains tentés de dévier de la ligne présidentielle, la sénatrice républicaine d'Alaska, Lisa Murkowski, a récemment offert à la fois l'aveu et l'illustration de la mainmise autoritaire encore à peu près totale exercée par Trump sur son parti. Un ascendant conquis à force d'intimidation et de fanatisme incendiaire des adeptes dans son sillage et que seule semble vouée à affaiblir, à terme, la menace d'une punition collective du parti présidentiel lors des prochaines élections de mi-mandat, en 2026. Cinq cent cinquante-deux jours nous en séparent – une douloureuse éternité et un vertige, à l'aune des cent à peine écoulés. ♦

## L'opinion publique entre remords et embarras

Selon un sondage Ifop, près de six Américains sur dix ressentent de la honte à l'égard du Président et un quart de ses électeurs disent regretter leur vote.

**D**es fonds marins qu'il veut exploiter à la bande de Gaza qu'il entend transformer en Côte d'Azur du Moyen-Orient (après l'avoir dûment vidée de ses habitants palestiniens), le rouleau compresseur Trump fait des dégâts sur toute la planète depuis son retour à la Maison Blanche, fin janvier. Mais cent jours après son investiture, on découvre que cette gestion erratique des affaires des Etats-Unis et du

monde provoque des aigreurs jusque dans les rangs des républicains en général et même parmi ceux qui ont voté pour Donald Trump en novembre.

Selon un sondage Ifop réalisé pour le site d'informations touristiques NYC.eu dont *Libération* a eu la primeur mardi, près d'un quart des sympathisants républicains (23 %) disent avoir honte de leur président. Quand on élargit la focale à tous les Américains, les statistiques sont encore plus spectaculaires: trois mois après sa réinstallation à la tête du pays, près de six Américains sur dix (56 %) disent ressentir de la honte à l'égard de Donald Trump. Ce sentiment pas ordinaire vis à vis d'un chef d'Etat démocratiquement élu est encore plus prégnant chez les plus jeunes (60 % des



Devant la Maison Blanche, à Washington, le 30 mars. PHOTO NATHAN HOWARD. REUTERS



A Washington après un week-end de golf, le 6 avril. PHOTO ANDREW LEYDEN. AFP

## Trump II: il est revenu pour se venger

**Le président américain s'attaque depuis trois mois à tous ceux qui se sont opposés à lui lors de son premier mandat, et après. Y compris d'anciens alliés.**

«**J**e suis votre guerrier. Je suis votre justice. Et à ceux qui ont été lésés et trahis, je suis votre vengeance.» Ainsi s'exprimait Donald Trump devant ses partisans réunis à National Harbor, dans le Maryland, un jour de mars 2023. A l'époque, le milliardaire en campagne pour un second man-

dat à la Maison Blanche promettait déjà de «nommer un véritable procureur spécial pour poursuivre le président le plus corrompu de l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, Joe Biden, et toute sa famille de criminels». Deux années ont passé depuis, et Donald Trump a gagné son pari présidentiel.

en 2021, Joe Biden avait pris une décision similaire à l'encontre de Donald Trump, dans la foulée de l'assaut contre le Capitole mené par les soutiens de ce dernier.

#### «IL EXIGE UNE LOYAUTE ABSOLUE»

Mais le spectre des attaques trumpistes est beaucoup plus large. Elles visent des opposants politiques, figures du camp démocrate, et des institutions jugées trop «woke» ou trop «marxistes» par le Président, comme les prestigieuses universités du nord-est du pays ou le Kennedy Center à Washington. Elles frappent aussi d'anciens alliés, avec lesquels il a gouverné lors de son premier mandat. A peine réins-

tallé dans le Bureau ovale, l'homme d'affaires a ainsi mis fin au dispositif public de protection policière dont bénéficiaient Anthony Fauci, son conseiller santé au temps de la pandémie de Covid-19, et John Bolton, son ancien conseiller à la sécurité nationale. Tous les deux, pourtant, ont été visés par des menaces de mort, mais Donald Trump leur reproche de s'être opposés à lui pendant son premier mandat.

Peu soucieux des normes démocratiques et de la séparation des pouvoirs, plus indépendant des figures traditionnelles du Parti républicain qu'au cours de son premier mandat, le Président est allé encore plus loin, début avril, en réclamant à la justice des enquêtes contre deux an-

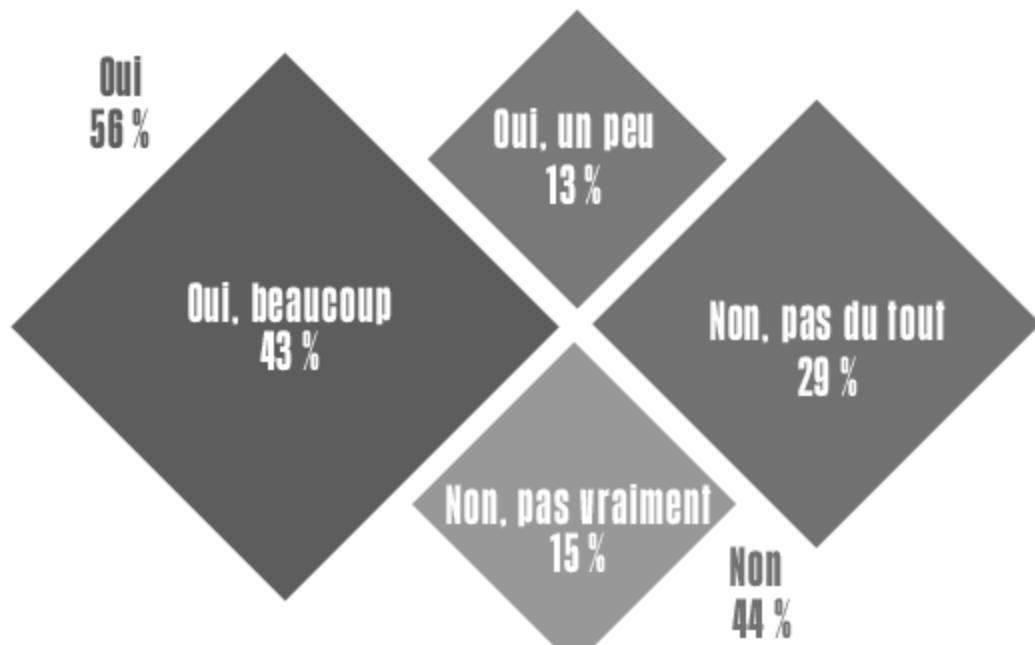
ciers collaborateurs. L'un d'eux, Christopher Krebs, ancien directeur de l'agence de cybersécurité américaine, avait été limogé en novembre 2020 après avoir conclu dans un rapport à l'absence de fraude lors de la présidentielle. Donald Trump, qui au même moment criait sans preuve au scandale politico-judiciaire, n'avait guère apprécié.

«*Bien sûr, il y a déjà eu des présidents qui ont cherché à rendre la vie inconfortable à leurs opposants. Nixon, par exemple, était tristement célèbre pour sa «liste d'ennemis» et il a cherché à utiliser le fisc pour se venger de ses adversaires. Mais, avec Donald Trump, nous sommes dans un territoire sans précédent en matière de ven-*

## Sondage

### Une majorité d'Américains a honte de Trump

Personnellement, vous arrive-t-il actuellement d'avoir honte de votre président Donald Trump ?



Source : Etude Ifop pour le site d'information touristique NYC.eu réalisée par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon national représentatif de 1 225 Américains âgés de 18 ans et plus (8-10 avril 2025), et d'un échantillon national représentatif de 1 000 Français âgés de 18 ans et plus (9-10 avril 2025).

moins de 25 ans l'éprouvent), les plus favorisés (60 % parmi les CSP+), et les personnes noires (69 %).

Cette honte fait tache d'huile, passant du Président au pays : 38 % des sondés déclarent avoir honte d'être

américains aujourd'hui, en raison des décisions prises par l'administration Trump. Ce «sentiment d'*humiliation nationale*», comme l'écrit l'Ifop, frappe plus massivement les plus jeunes (51%) et les plus diplômés (42%) mais il «affecte aussi

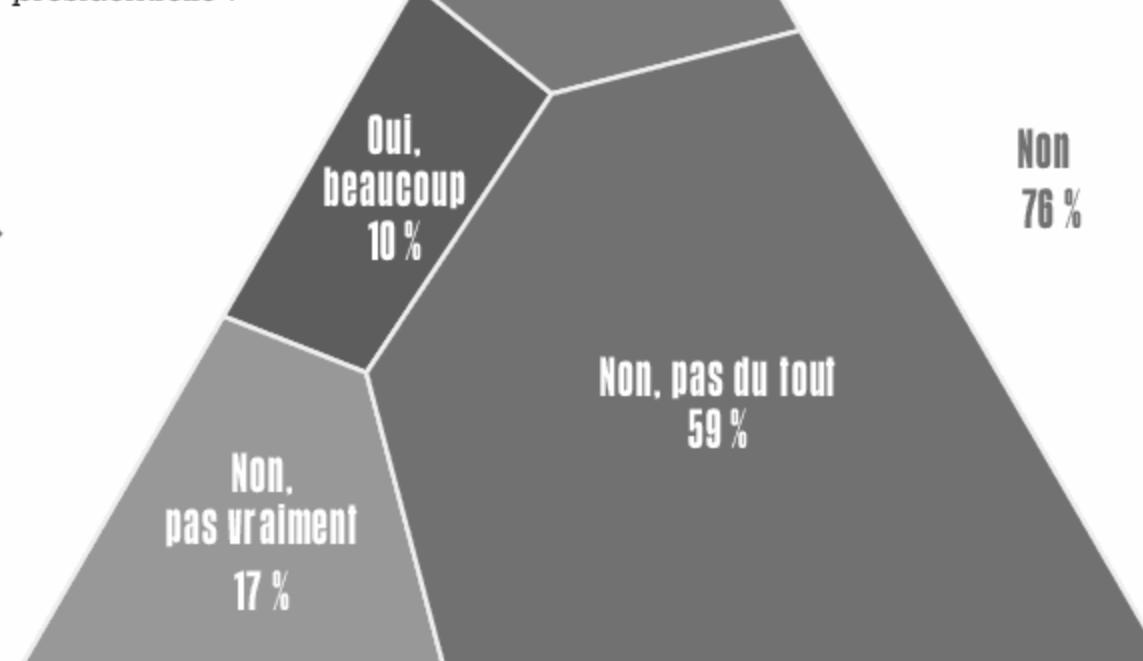
*des citoyens généralement plus marqués à droite comme ceux se disant très patriotes (34%)».*

L'étude réalisée début avril auprès d'un échantillon représentatif d'électeurs américains révèle un chiffre encore plus improbable :

un électeur de Trump sur quatre (24 %) dit aujourd'hui regretter d'avoir voté pour le candidat républicain en novembre dernier. Parmi ceux qui se qualifient de «républicains modérés», le remords électoral passe à 33 %, contre 6 % parmi les

## Un quart des électeurs de Trump regrette son vote

Personnellement, vous arrive-t-il actuellement de regretter votre vote en faveur de Donald Trump lors de la dernière élection présidentielle ?



trumpistes se déclarant «républicains conservateurs».

Ce sentiment de regret est aussi plus élevé parmi les électeurs de Donald Trump âgés de moins de 35 ans (33%) ou qui appartiennent à une minorité ethnique : 34 % des trumpistes hispaniques regrettent leur bulletin de novembre comme 38 % des trumpistes noirs. Enfin, six mois après sa victoire face à Kamala Harris et trois mois après avoir repris les commandes, «la façon dont Donald Trump gère ses fonctions de président» n'est approuvée que par une minorité d'électeurs (44%), «soit le taux d'approbation le plus bas observé depuis son entrée en fonction», note l'Ifop. «La cote d'approbation de la seconde administration Trump a ainsi baissé de 6 points chez l'ensemble de l'électorat», poursuit l'institut de sondages, une baisse encore plus marquée parmi les électeurs masculins (-9 points en trois mois) ou les électeurs noirs (-9 points aussi). Et ce sont les Américains athées (70 %) et les électeurs noirs (69 %) qui rejettent le plus fortement l'action présidentielle.

LAURE BRETON

Infographie JULIEN GUILLOT



Le 24 avril à l'aéroport de Leesburg (Virginie). PHOTO CHIP SOMODEVILLA. AFP



De retour à Washington après un dîner dans son club à Leesburg. PHOTO SAUL LOEB. AFP

geance», assure l'universitaire américain Lawrence Douglas, professeur de droit au Amherst College, dans le Massachusetts. «Donald Trump fait deux choses qui le distinguent de ses prédécesseurs, complète Jon Rogowski, professeur de science politique à l'université de Chicago. Un, il exige une loyauté absolue de la part des membres de l'administration et coupe les liens avec tous ceux qui osent remettre en question son leadership. Deux, il est entré en fonction avec en tête un groupe d'enemis politiques qu'il avait l'intention de cibler.»

Premier président américain à être condamné au pénal (pour «*falsifications comptables*» dans le cadre de l'affaire dite Stormy Daniels), inculpé

dans une série d'autres procédures, le chef d'Etat a commencé par régler ses comptes avec les représentants de l'institution judiciaire. Et notamment

le ministère de la Justice, qu'il décrivait pendant sa campagne comme un «ministère de l'*Injustice*», à la solde de «la gauche radicale». Dès le mois de janvier, une dizaine de procureurs fédéraux et d'employés du ministère qui avaient travaillé sur les deux enquêtes fédérales visant le milliardaire ont été limogés. Motif invoqué par le gouvernement : il était impossible de «se fier à eux pour appliquer loyalement le programme du Président à cause de leur rôle significatif dans les poursuites» contre celui-ci. Le procureur spécial en charge de ces enquêtes, Jack Smith, avait démissionné avant même l'investiture présidentielle.

Au FBI, placé sous l'autorité du fidèle trumpiste Kash Pa-

tel, des enquêtes en vue de licenciement ont été ouvertes contre plusieurs dizaines d'agents mobilisés par l'enquête sur l'assaut du Capitole – une affaire qui a valu au milliardaire, en août 2023, une inculpation pour «complot contre l'Etat américain».

### UNE ATMOSPHÈRE D'INTIMIDATION

«Nous nous retrouvons dans une situation effrayante, avec un exécutif qui donne la priorité aux actes de représailles et qui le fait [...] en contournant les garanties et les normes traditionnelles», s'inquiétait début avril, dans le *New York Times*, l'ancien procureur Sean Brennan, lui aussi limogé après avoir travaillé sur les événements du Capitole.

Les recours judiciaires contre les décrets présidentiels sont d'autant plus difficiles que les grands cabinets d'avocats subissent aussi les mesures de rétorsion de l'administration. Au mois de février, le cabinet Covington & Burling, qui avait représenté l'ancien procureur spécial Jack Smith, a perdu ses habilitations de sécurité – sans que Donald Trump ne dissimule ses intentions vengeuses. Ainsi les représailles trumpies servent-elles aussi un objectif de dissuasion : faire savoir à toute voix critique qu'elle subira les foudres présidentielles si elle ose s'exprimer.

«Cela permet d'installer une atmosphère d'intimidation», note Lawrence Douglas, du Amherst College. Toute

*dissidence transforme un opposant en ennemi et menace de transformer un ennemi en criminel. C'est une tactique tout droit sortie du manuel autoritaire.*»

Une tactique qui semble fonctionner jusque dans les rangs du Parti républicain, à en croire la sénatrice de l'Alaska Lisa Murkowski, l'une des rares figures du «Grand Old Party» à tenir tête au chef de l'Etat. «Nous avons tous peur, admettait-elle le 17 avril, à l'occasion d'un événement à Anchorage, la plus grande ville de l'Alaska. Je suis moi-même souvent très anxieuse à l'idée de dire ce que je pense, car les représailles sont réelles. Et ce n'est pas normal.»

SAMUEL RAVIER-REGNAT

LIBÉ.FR

#### ■ Elle a voté pour Harris, il a voté pour Trump :

dans le Kentucky, un couple divisé qui reste soudé.

#### ■ Les médias encaissent les coups :

le harcèlement de Donald Trump envers les journalistes a repris de plus belle. Les enjeux financiers font désormais plier certains médias privés, créant des précédents inquiétants pour la liberté de la presse.



Le discours de victoire de Donald Trump, retransmis à la télévision le 6 novembre. PHOTO JULIEN MIGNOT

# «Le président américain mène une contre-révolution sans révolution»

**Pour Bernard Harcourt, juriste américain et professeur à Columbia, Donald Trump réalise, depuis son retour au pouvoir, «un coup d'Etat en miniature chaque jour».**

**L**icenciements massifs de fonctionnaires, démantèlement de l'Etat fédéral, expulsion de résidents, attaques contre les juges... Les cent premiers jours tonitruants de Donald Trump s'inscrivent dans une histoire «contre-révolutionnaire» aux racines profondes aux Etats-Unis, rappelle Bernard Harcourt, professeur de droit à l'université Columbia de New York et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess). Le spécialiste de l'œuvre de Michel Foucault et auteur d'ouvrages de philosophie politique, dont *la Société d'exposition* (le Seuil, 2020), analyse les ressorts de cette méthode de pouvoir qui pourchasse des «ennemis intérieurs» et accapare l'administration au profit du secteur privé.

**Que retenez-vous de ce début de second mandat ?**

Un déluge de décrets exécutifs et de déclarations d'urgence qui ravagent la société américaine et l'ordre mondial. Donald Trump s'en prend féroce à l'Etat fédéral, ferme des agences et ministères entiers, licencie des milliers de fonctionnaires, limoge des inspecteurs généraux. Il expulse des résidents permanents, révoque des centaines de visas d'étudiants internationaux, envoie des immigrés dans des camps à Guantánamo ou au Salvador. Il a menacé d'imposer des tarifs douaniers draconiens aux alliés les plus proches des Etats-Unis, dont il agresse verbalement les dirigeants. Il attaque les universités, la recherche scientifique, cible les juges, les

avocats. Je retiens dans le même temps que si ses taux d'approbation ont légèrement chuté depuis qu'il a repris ses fonctions, 42% des électeurs américains probables continuent d'approuver ses actions [selon un sondage Ipsos-Reuters, ndlr].

**Comment caractérissez-vous sa politique ?**

Ce à quoi nous assistons dépasse la personne de Donald Trump. Certains de ses détracteurs le qualifient de fasciste, d'autres estiment qu'il suit un manuel «illibéral» à la Orbán. D'autres encore, qu'il cherche à s'enrichir personnellement et à promouvoir sa propre marque «Trump», ou bien qu'il est l'outil kleptocratique de milliardaires de la tech comme Elon Musk. Mais aucune de ces descriptions ne rend justice à l'ampleur et à la cohérence de la situation. Se concentrer uniquement sur ses frasques fait perdre de vue la trajectoire historique, pourtant essentielle pour envisager une quelconque réponse. Les actions du président Trump s'inscrivent dans l'histoire d'une contre-révolution moderne beaucoup plus vaste.

**Qu'entendez-vous par «contre-révolution» ?**

La contre-révolution moderne consiste à démolir les grandes institutions, captées par les «bureaucrates de gauche», pour y déloger l'idéologie libérale – au sens politique du terme – et rendre sa souveraineté à une soi-disant majorité silencieuse. Pour reprendre les mots du commandant français et théoricien de la contre-insurrection David Galula : «Cela consiste à s'appuyer sur la minorité favorable pour rallier la majorité neutre et neutraliser la minorité hostile.» La contre-révolution s'appuie sur la doctrine de la guerre contre-insurrectionnelle qui a été développée

par des commandants français pendant les guerres en Indochine et en Algérie. Les Etats-Unis l'appliquent en Irak et en Afghanistan puis sur leur propre territoire sous la présidence de George W. Bush, avec la torture et la détention illimitée à Guantánamo, et celle de Barack Obama, qui a poursuivi les assassinats par drones et l'exécution de citoyens américains à l'étranger.

**Quelles en sont les conséquences ?**

Sur le sol américain, cela a débouché sur la surveillance de masse de la NSA, révélée par Edward Snowden, et la militarisation des polices locales grâce au «programme 1033» permettant aux policiers d'acquérir gratuitement du matériel militaire excédentaire. Donald Trump dispose

d'un arsenal sécuritaire mis en place par ses prédécesseurs et l'élargit outre mesure.

**Si cette contre-révolution moderne s'inscrit dans une histoire longue, elle n'est donc pas si inédite ?**

Elle a en effet des racines profondes aux Etats-Unis. Elle se déployait déjà dans la «révolution conservatrice» de Ronald Reagan, la répression des manifestations contre la guerre du Vietnam par Richard Nixon qui, en son temps, avait déjà cherché à accomplir une «contre-révolution» sous couvert d'une réorganisation administrative, ou le scandale de Cointelpro, un programme secret de destruction de toute dissidence, lancé dès 1956 par J. Edgar Hoover, le directeur du FBI. Comme l'observait le philosophe allemand Herbert Marcuse en 1972 dans *Contre-révolution et Révolte*, «la contre-révolution est en grande partie préventive. Ici, il n'y a pas de révolution récente à renverser, et aucune ne semble immédiate». C'est ce à quoi nous assistons



INTERVIEW

aujourd'hui : Donald Trump mène une contre-révolution sans révolution.

**Quels sont ses principes ?**

D'un point de vue des valeurs, cela se traduit par une opposition aux idées léguées par la révolution comme la liberté, l'égalité, l'universalisme. Une contre-révolution s'appuie sur l'identification d'ennemis intérieurs. Trump les a ciblés dans de nombreux décrets : la politique de discrimination positive, «l'idéologie du genre», les défenseurs du climat, les immigrés, les étudiants étrangers, les campus, ainsi que toute personne ayant engagé des poursuites contre lui par le passé. Des ennemis qu'il s'emploie à diaboliser. Il a par exemple attribué la responsabilité du crash d'un hélicoptère à l'aéroport Reagan International, le 29 janvier, à la politique de discrimination positive sans avancer la moindre preuve, en calomniant des contrôleurs aériens noirs, transgenres ou en situation de handicap supposément incompétents.

**Cette dimension identitaire est-elle propre à Donald Trump ?**

Avec lui, le paradigme contre-révolutionnaire est infusé d'un populisme nationaliste blanc et viriliste, hostile non seulement aux Américains musulmans, comme il l'avait montré avec le «muslim ban» en 2017, mais aussi aux immigrés latinos, ainsi que les manifestants du mouvement Black Lives Matter. Depuis qu'il a été réélu, Trump va encore plus loin que lors de son premier mandat en expulsant des immigrés au camp de Guantánamo Bay ou au Salvador. Il s'en prend même à des résidents permanents, comme deux étudiants de l'université de Columbia, Mahmoud Khalil et Mohsen Mahdawi, pour leurs critiques de la guerre menée par l'Etat d'Israël à Gaza.

**Le caractère inédit de sa présidence ne réside-t-il pas aussi dans le démantèlement de l'Etat fédéral ?**

Tel le promoteur immobilier qu'il a toujours été, il rase l'édifice en réduisant ses effectifs, réduit la voilure du Medicaid, ferme ses agences censées déployer une solidarité internationale comme l'USAid, l'Agence pour les médias mondiaux ou en prend le contrôle des agences indépendantes de régulation, la Commission fédérale du commerce, la Commission fédérale des communications, le gendarme américain des marchés. En fait, Trump n'élimine pas le gouvernement ni ne délègue la prise de décisions aux Etats. Il le transforme en un instrument plus puissant encore destiné au contrôle des populations et qui profite au secteur privé comme l'illustrent les contrats avec SpaceX ou le lancement d'appels d'offres à hauteur de 45 milliards de dollars [39 milliards d'euros] pour la construction de grands centres de rétention. Le trumpisme est un néolibéralisme sous stéroïdes.

**Les institutions américaines vous paraissent-elles assez solides pour résister ?**

Trump réalise «un coup d'Etat en miniature chaque jour», comme Karl Marx l'écrivait à propos de Napoléon III dans *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* : il «jette toute l'économie bourgeoise dans la confusion, viole tout ce qui semblait inviolable pour la Révolution». Son administration défend vigoureusement la légalité de ses actions devant les tribunaux, allant jusqu'à renvoyer les procureurs qu'il juge engagés contre la défense de ses intérêts. Et, à une ou deux exceptions près, il s'est conformé aux ordonnances des tribunaux. Nous n'en sommes donc pas encore au stade d'un coup d'Etat. Toujours est-il que Louis-Napoléon, élu président de la II<sup>e</sup> République en 1848, n'a organisé son coup d'Etat qu'à la fin de son mandat. Il est indéniable que Trump a un penchant pour le pouvoir impérial, comme en témoigne la décoration de son palais de Mar-a-Lago avec tous les attributs du symbolisme romain et napoléonien.

Recueilli par SIMON BLIN



# LES FOSSILES ÇA S'IMPORTE, L'ÉLECTRICITÉ ÇA RAPPORTE.

L'électricité rapporte 5 milliards d'euros à la balance commerciale française. Les énergies fossiles, elles, coûtent au pays 64 milliards d'euros\*.



RCS PARIS 552 001 817

L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER

\*Bilan électrique 2024, RTE, page 26.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Par ARNAUD VAULERIN

Photos

DORIAN PROST

**L**e déclic s'est produit en janvier. Après des années «en quête d'identité», des échanges avec des personnes nées elles aussi au Vietnam, des recherches sur les autres rescapés du crash d'avion auquel il a survécu, le 4 avril 1975 au départ de Saigon, Benoît Thorel a franchi le pas. Il a repris un long voyage dans le temps, sur les traces de son passé et dans l'ombre de la guerre du Vietnam qui s'est achevée il y a juste cinquante ans: il a réalisé un test ADN pour «remettre des pieds sur des racines», comme il le dit dans une formule pleine de sens.

La curiosité était plus forte que tout. Elle était devenue le moteur de sa mobilisation, surtout face à la solitude. Manager dans l'hébergement et l'accueil de luxe, Benoît Thorel venait de perdre sa mère adoptive. Il s'est retrouvé dans un «néant total, face à un grand vide», explique-t-il, encore ému de ce départ. Devant sa tasse de café, il raconte pêle-mêle l'errance et la différence, le «manque d'attention et d'affection» et ce curieux «sentiment de libération» quand l'enfant unique, adopté il y a cinquante ans, a dû enfin apprendre à penser d'abord à lui. Et non plus aux parents à soigner, aujourd'hui décédés.

Benoît Thorel ne parle pas de vertige. Mais cet homme calme et posé de 53 ans s'est mis à questionner, à douter, à chanceler. Pouvait-il en être autrement? C'est un survivant à plus d'un titre, en quête de lâcher-prise, que l'on rencontre un soir de la fin avril aux abords de la gare Saint-Lazare, dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Né le 24 mars 1972, il a été abandonné bébé à l'orphelinat de Phan Rang, dans une communauté catholique à 300 kilomètres au nord-est de Saigon (aujourd'hui Hô Chi Minh-Ville). Il vient d'avoir 3 ans quand la guerre au Vietnam entre dans sa dernière ligne droite.

En avril 1975, alors que la république démocratique du Vietnam est en passe de gagner le conflit, les Etats-Unis déclenchent l'opération Babylift. «Le but est d'évacuer par avion le plus grand nombre possible d'enfants pour qu'ils ne tombent pas dans les mains des vainqueurs communistes», rappelle le professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Angers Yves Denéchère, qui a mené des recherches sur cette opération militaro-humanitaire méconnue en France. Si les Américains, et le président Gerald Ford en premier, savent qu'ils vont perdre la guerre, ils entendent bien remporter une dernière bataille: celle des enfants. Ils vont donc déployer des moyens considérables pour organiser le transfert de métis amérasiens nés de pères soldats américains et de mères vietnamiennes. Les enfants vietnamiens en cours d'adoption par des Occidentaux sont également concernés par cette évacuation en toute hâte, mal cadré et ambiguë.» Entre 2500 et 3200 bébés ont été ainsi transférés vers les ...



Benoît Thorel, adopté par un couple français en 1975, le 23 avril à Colombes.



Benoît Thorel enfant, au Vietnam et aux

# CHUTE DE SAIGON Cinquante ans après, la quête d'identité sans fin des adoptés vietnamiens

«Libération» a rencontré plusieurs orphelins accueillis en France à la fin de la guerre, qui se sont lancés sur les traces de leurs parents biologiques, en multipliant les voyages, les rencontres avec d'autres adoptés et les tests ADN.



Etats-Unis, où il a vécu avant son adoption.



Stéphanie Racine, arrivée en France à 7 mois, le 23 avril à Levallois-Perret.

●●● Etats-Unis, puis la France. Ils représentent une petite partie des 35 000 jeunes adoptés dès les années 1960 jusqu'à aujourd'hui. La France en a accueilli environ 12 500, dont environ 200 à avoir pris les avions Babylift en avril 1975.

**«COUCHER AVEC L'ENNEMI»**  
Benoît Thorel est l'un d'eux. Il s'appelle alors Vo Thai Thanh. En France, ses parents, qui vivent alors dans le Médoc, ont lancé une demande d'adoption depuis plusieurs mois. Quand il embarque à bord du premier vol Babylift le 4 avril 1975, le garçonnet porte d'ailleurs au poignet un bracelet au nom de sa nouvelle famille.

Mais ce premier vol de l'opération Babylift vire à la tragédie. Juste après le décollage, le Galaxy C-5A de l'US Air Force est victime d'une avarie. Il fait demi-tour, avant de s'écraser non loin de l'aéroport de Saïgon. On dénombre plus de 150 morts sur les 310 à 330 personnes à bord. Benoît Thorel s'en sort indemne, comme plusieurs autres miraculés avec lesquels *Libération* s'est entretenu ces dernières semaines. Ils sont eux aussi sur les traces de leur identité d'adopté et bien mobilisés alors que le cinquantenaire du crash et de la fin de la guerre donne lieu à des cérémonies, des voyages et des hommages au Vietnam. Sauvé des décombres, Benoît Thorel est remis sur un vol à destina-

tion des Etats-Unis. Une famille, les Edwards, l'accueille pendant quatre mois en transit à Manhattan et le dénomme Jason. Puis, il achève son périple pour atterrir à Vensac, en Gironde, chez les Thorel. Marcel, son père d'adoption, est un des piliers de l'association France Myopathie, il a passé sa vie en fauteuil roulant. «Tout jeune, j'étais ses bras et ses jambes. Je bricolais pour lui», se souvient Benoît Thorel. L'arrivée au village d'un Américain ne manque pas de surprendre. Benoît a la peau noire de son père, un soldat américain, et les yeux en amande de sa mère. Il apprend à composer avec le racisme et les moqueries, tout en étant la «coqueluche des filles au collège, sourit-il. Le besoin d'identité a été croissant.» Pour le 35<sup>e</sup> anniversaire du crash en 2010, il se rend pendant trois semaines au Vietnam sur ses propres traces: «Je voulais tellement savoir d'où je venais, à quoi ressemblait mon père biologique.» Il rencontre un pharmacien qui se met en quatre pour l'accompagner, faire son interprète, retrouver l'orphelinat, puis la religieuse qui s'occupait de lui. Il visite les lieux, s'immerge, cherche des pistes, des bribes de souvenir. Et tente de comprendre les raisons de son abandon. La pauvreté? La guerre? «Surtout, c'était mal vu de coucher avec l'ennemi», avance le fils pour expliquer le geste de sa mère biologique. En ligne, il rejoint

des communautés d'adoptés du Vietnam (Adov) puis se lie, participe à des dîners, des rencontres. «Tous mes potes viets ont un faciès de Viets, moi pas vraiment.»

Il mettra quinze ans avant de faire son premier test ADN. Les résultats, fin mars, ont confirmé que 49 % de ses origines étaient asiatiques, 33 % nigérianes, et qu'il était en partie issu de trois autres souches ethniques pour les 17% restant. Mais aucune correspondance irréfutable pour identifier ses géniteurs. Il a attendu que sa mère disparaisse pour se lancer dans l'aventure. «Je ne voulais pas trahir mes parents qui m'ont élevé, je n'avais qu'eux.»

#### SAGE CONFUCÉEN

Pour Guillaume Zen Yperman, c'est la naissance de sa fille Jade en 2001 qui a constitué une prise de conscience et suscité un sentiment d'urgence. «Je voulais lui transmettre quelque chose, explique cet artiste graffeur qui vit à Béziers (Hérault). Mais je ne pouvais rien lui dire de mes origines, ma famille car je n'en savais rien.» Alors, il part une première fois au Vietnam en 2004. Il a 30 ans. Sort d'une rupture, se cherche. Lui aussi est un enfant Babylift. Lui aussi a survécu au crash du 4 avril 1975. «Lui aussi a cette énergie étonnante, cette hyperactivité des survivants qui est le trait commun de toutes les personnes qui étaient dans cet avion», remarque le

réalisateur Pierre Belet. Il s'est lancé dans un documentaire de cinquante-deux minutes pour raconter l'épopée méconnue de ces enfants embringués dans cette tragédie aérienne au cœur de la guerre. Guillaume Zen Yperman a été abandonné à l'âge de 3 mois. Il s'appelle Duong Manh Hung quand il est confié à un orphelinat de la congrégation des Sœurs de la Providence dans le village de Soc Trang, dans le delta du Mékong (sud du pays). Le 21 avril 1975, il arrive à Leers dans le nord de la France. «C'est une famille où l'on ne parlait pas beaucoup et où on se disait rarement que l'on s'aimait», dit-il aujourd'hui. Il assure avoir découvert son dossier d'adoption en vidant la maison familiale au décès de son père.

Depuis, il a investi le Vietnam par les voyages, l'apprentissage de la langue, la longue reconquête de sa citoyenneté et l'acquisition d'un terrain pour créer une maison d'hôte. En «hyperactif, assez speed», comme il reconnaît lui-même derrière sa barbichette de sage confucéen coiffé de dreadlocks, il se voit vivre trois mois en alternance entre la France et le Vietnam. Il n'y avait que le nom de sa mère dans son dossier. Le père y était le grand absent. Alors, il n'a pas hésité à multiplier les tests ADN pour retrouver la trace de ses parents biologiques. Le dernier en date lui a révélé que 46 % de ses origines ethni-

ques étaient thaïlandaises et cambodgiennes, 42 % chinoises et vietnamiennes. Il doit bientôt rencontrer une grande-tante cambodgienne à Paris, dont l'un des neveux pourrait être son père... «C'est crédible, j'ai la peau foncée des Khmers», tente de se persuader l'enfant du Sud-Vietnam. Il ne désarme jamais. Pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la commémoration du crash, le 4 avril au Vietnam, il s'est offert un nouveau test, persuadé que les technologies et les sites internet vietnamiens sont «plus performants et vont plus loin dans l'extraction de données». Puis, il a rencontré un influenceur réputé, Tuan Vy, qu'il présente comme le «Jacques Pradel vietnamien». Il a participé à trois émissions pour communiquer sur son cas et aller à la pêche aux indices tous azimuts. Cet activisme effréné rejoint d'autres démarches pour «reconnecter les enfants vietnamiens adoptés avec leurs familles biologiques», comme le résume Iola Nguyen. Cette trentenaire élevée en France et installée à Londres a créé Meet Key People (1), une plateforme collaborative qui centralise les données et fait communiquer les adoptés entre eux, notamment pour s'échanger des données personnelles en toute confidentialité. Lancée il y a quatre mois, Meet Key People compte aujourd'hui 500 utilisateurs, dont plus de 60 Vietnamiens adoptés du monde entier.

#### «DRAME PSYCHOLOGIQUE»

Benoît Thorel et Guillaume Zen Yperman ont rejoint Meet Key People. On y croise également Stéphanie Racine, née Tran Thi Hien, le 8 septembre 1974 en banlieue de Saïgon. Elle est arrivée en France, à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), sept mois plus tard, chez les Racine. «J'ai eu la chance d'être très aimée. J'ai très bien vécu cette adoption», explique, vive et franche, cette coordinatrice commerciale dans la cosmétique. Elle non plus n'a gardé aucun souvenir du crash. Ce n'est qu'en 2000 qu'elle s'est demandé ce qu'elle pourrait raconter de ses origines à un enfant, si elle devait en avoir un. Longtemps, elle a été convaincue que son père était un soldat américain. «Je suis une fan de la junk food américaine, les burgers, et j'ai adoré mes études à Boston en 1993», rit-elle en reconnaissant une passion pour la «bonne bouffe». Mais en 2016, elle a été «bien perturbée»: un test ADN lui révèle qu'elle est «100% chinoise du Vietnam». Elle est alors déjà bien intégrée dans des groupes d'adoptés, participe à des repas, des rencontres. Elle aime cette démarche collective de partage, ludique. C'est d'ailleurs en groupe qu'elle est allée au Vietnam pour le cinquantenaire du crash. Elle a fait un nouveau test ADN «pour ne pas avoir de regrets. Mais je n'attends rien». Avant d'admettre qu'elle vivrait un «drame psychologique» si les résultats révélaient une trace, une identité. C'est dit dans un petit rire qui tente de cacher une grande inconnue depuis cinquante ans. ➤

(1) [www.meetkeypeople.com](http://www.meetkeypeople.com)

# RASSEMBLEMENT NATIONAL

## La succession de Marine Le Pen fait flipper les dauphins

La condamnation de la candidate d'extrême droite rebat les cartes dans son camp et met au jour les divisions au sein du RN, où les ennemis de Jordan Bardella sont tentés de pousser la candidature de Marion Maréchal.

par NICOLAS MASSOL

**L**a scène se passe dans un café des beaux quartiers parisiens. Devant une poignée de journalistes, un cadre du Rassemblement national (RN), peu suspect de conservisme moral et partisan d'une ligne sociale, se met à chanter les louanges de Marion Maréchal, à la fibre aussi réactionnaire que libérale sur le plan économique. «*Si vous regardez bien, Marion a les mêmes réflexes que sa tante sur à peu près tous les sujets*», tresse notre homme devant ses interlocuteurs, intrigués par cet hommage de la carpe au lapin. Puis l'étonnement se dissipe : vanter la nièce est le meilleur moyen de rabaisser Jordan Bardella, le président du RN, devenu, depuis la condamnation de Marine Le Pen dans l'affaire des assistants parlementaires, le possible candidat de son parti pour la prochaine présidentielle.

Quelques jours plus tôt, configuration inverse. Un autre cadre du parti, tendance catho libérale et donc plutôt enclin à soupirer pour Marion Maréchal, se met lui à vomir sa bile dessus. «*Elle devrait apprendre à sourire dans les meetings et faire la gueule aux enterrements*», siffle-t-il, en référence à son discours très politique aux obsèques de son grand-père, Jean-Marie Le Pen, et à son attitude chafouine lors du rassemblement de la place Vauban en soutien à sa tante, le 6 avril. L'objectif de la pique est clair : râler les ambitions de l'eurodéputée pour complaire à Bardella.

Un mois après le séisme du jugement du 31 mars – cinq ans d'inéligibilité avec application immédiate et donc, pour Le Pen, l'impossibilité de concourir en 2027 si sa peine, dont elle a fait appel, est confirmée à

l'été 2026 – la poussière commence à retomber. Les camps se dessinent. L'ambiance n'est pas encore à la guerre de succession. Plutôt à la veillée d'armes, ce moment où les camps se comptent en se scrutant le blanc des yeux. Passé les premiers jours d'hébétude, la réalité a fini par s'imposer à la plupart des cadres du RN : Marine Le Pen présidente, c'est de l'histoire ancienne. «*Je sens cet état d'esprit à la buvette de l'Assemblée, pour moi il faut réagir, ne pas acter*», s'alarmait un cadre ce week-end. Logique : «*la liste des fusillés*», ceux qui n'ont pas l'heure de complaire au président du RN, «*sait que c'est plié pour eux quand il arrivera*», salive un conseiller de la mouvance. Ils ont tout intérêt à en repousser l'idée.

### «DÉLEPENISATION» DU PARTI

Dans le Parisien, ce week-end, Jordan Bardella est sorti du bois en formulant l'évidence : «*Il n'y a pas d'ambiguïté sur le fait que Marine est ma candidate et que si elle devait être empêchée demain, je pense pouvoir vous dire que je serai son candidat*.» Voilà qui commence à ressembler à un plan B. Au lendemain de la condamnation de la patronne, consigne était pourtant donnée sur les boucles internes de «*ne pas répondre à cette question*». Certains cadres continuent d'ailleurs à l'observer, à l'instar de Jean-Philippe Tangy, numéro 2 du groupe à l'Assemblée. «*Il ne faut pas rentrer dans cette volonté des médias d'alimenter une fausse division et d'affaiblir Marine Le Pen comme candidate*, disait-il sur France Info lundi matin. *Elle est présumée innocente, elle sera innocentée et ce sera notre*

*candidate, et si on alimente cela, on entretient le doute chez nos électeurs qui ont besoin d'être rassurés.*» Cacophonie encore, au sommet du RN.

Le même jour, en marge d'un pince-fesses patronal au Cercle interallié, à Paris, Jordan Bardella assurait avoir «*validé tous les verbatims [du Parisien] en concertation avec Marine*». «*On n'est pas irresponsables, je ne veux pas rester dans l'ambiguïté, on n'attend pas la dernière minute pour trouver une solution*», expliquait-il pour justifier son nouveau statut de candidat de rechange. Le calendrier se précise : en cas de condamnation en appel, un congrès organisé à l'automne 2026 devrait placer le jeune homme sur orbite. Un scénario à la Poutine-Medvedev (Le Pen à Matignon, Bardella à l'Elysée) serait exclu, même s'il est assez probable que l'ex-présidentiable ne se consacrera pas à sa passion pour l'élevage de chats professionnel. En cas de dissolution de l'Assemblée, par exemple à l'automne, la députée du Pas-de-Calais, interdite de se représenter à cause de l'exécution immédiate de sa peine, devrait laisser sa place de leader à son dauphin, qui se présenterait dans le Sud et non sur les terres de sa mentor, à Hénin-

Beaumont – «*Je suis un Méditerranéen*», soupirait-il lundi.

Impossible pour les cadres frontistes, de ne pas échafauder de plans sur la comète. Bardella à Paris, qui prendrait sa place de président du groupe Patriotes pour l'Europe à Bruxelles ? «*Sans doute Kinga Gál [élue hongroise proche de Viktor Orbán, ndlr] pour ne pas laisser de contre-pouvoir au Parlement européen*», subodore un eurodéputé. Les amis du remplaçant ont beau répéter la sentence de Le Pen – «*Quiconque critique Jordan n'est pas mon ami*» – son dos est large et les coups nombreux. Les signaux faibles se multiplient. Au meeting de Vauban, le beau-frère de la cheffe, Philippe Olivier, a ostensiblement laissé sa place en tribune, non loin de Bardella avec qui les relations sont exécrables, pour vendre des casquettes au milieu du peuple frontiste. Louis Aliot a fait applaudir Marion Maréchal. Bruno Bilde, un proche de Le Pen, raconte un peu partout qu'il a déjeuné avec la prodigue. Et le père de l'intéressée, Samuel Maréchal, ex-époux de Yann Le Pen et cadre de premier plan dans les années 1990, a prévenu sa belle-sœur : «*Tu as fait une erreur en laissant le parti à Bardella, et en plus tu n'as plus la main sur l'argent*.» Un observateur dit craindre une «*délepenisation du parti*», poussée par les soutiens de Bardella : les médias de Bolloré et la galaxie du milliardaire conservateur Pierre-Edouard Stépin, dont le bras droit, François Durvye, est venu le chaperonner au Cercle interallié, lundi. Son ami Ambroise de Rancourt, directeur de cabinet de Le Pen, compte parmi les contempteurs de la nièce, qu'il agonisait il n'y a pas si longtemps de mo-

**«Tu as fait une erreur en laissant le parti à Bardella, et en plus tu n'as plus la main sur l'argent.»**

Samuel Maréchal à Marine Le Pen



Meeting de soutien à Marine Le Pen, place Vauban, à Paris, le 6 avril. A gauche,



Marion Maréchal, à droite, Jordan Bardella. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI

queries sur Facebook, voyant en elle la «porte-parole de la bourgeoisie libérale-conservatrice» qui «permet aux bourgeois de voter extrême droite sans avoir l'impression de se salir en allant voter RN comme tous ces salauds de pauvres, d'ouvriers, de chômeurs, bref: de losers». Un personnage de cette mouvance poursuit le travail de sape: «Marion n'aime pas les gens, pour Marine c'est une condition sine qua non, elle me l'a dit.»

#### DEAL ÉLECTORAL DÉPECÉ

Fébrilité? Un partisan de l'eurodéputée relativise l'assaut: «Marion, c'est le bébé dans les bras de Jean-Marie Le Pen sur l'affiche électorale, c'est l'enfant cher du mouvement national, c'est tout.» L'accueil enthousiaste que lui ont réservé les députés RN au meeting de la place Vauban a dû faire blanchir quelques cheveux sur le crâne de Bardella, qui avait pris soin d'exclure Maréchal des orateurs du jour. «Elle n'avait pas demandé à parler, elle voulait savoir si c'était prévu, nuance un soutien. Après, que la décision

que Marion ne parle pas soit du ressort de Jordan et moins de Marine, ça me paraît une hypothèse probable.» «Tout le monde a compris que le duel, c'était entre les deux, relève un maréchaliste. Mais pour le moment, il n'y a que lui qui s'excite tout seul, c'est à la limite de la psychiatrie.»

L'épisode des législatives de 2024 a laissé des traces. Première ralliée, l'ex-tête de liste Reconquête avait négocié avec sa tante près de soixante circonscriptions... avant que Bardella, appuyé par un nouveau venu, Eric Ciotti, ne dépêce le deal en le réduisant à une petite quinzaine de candidats. «Il fallait qu'elle n'ait pas de groupe, et que ses élus soient suffisamment peu nombreux pour l'empêcher d'en constituer un si certains du notre décidaient de la rejoindre», retrace un député RN. Preuve de la méfiance que continue d'exercer la revenante. Et de l'usage que les malveillants pourront en faire pour torturer le candidat Bardella qui, comme toutes les pièces de rechange, peut être remplacé. ♦

#### LA MAUVAISE BLAGUE DE CYRIL HANOUNA

C'était un canular, a-t-il annoncé mardi à son public. L'animateur star du groupe Bolloré, Cyril Hanouna, a démenti sur Europe 1 l'intention que lui prêtait la veille le magazine d'extrême droite *Valeurs actuelles*: se présenter à l'élection présidentielle de 2027, en espérant convertir les audiences en votes sur la base d'un programme populiste. «Un excellent prank [une blague, ndlr]», a-t-il commenté, expliquant avoir fait circuler à dessein des mails évoquant cette candidature. «Vous laissez infuser et cela ne va servir qu'à une seule chose: faire de la pub pour nos émissions», a-t-il continué. Avant d'affirmer : «Je ne me présenterai pas en 2027, ni en 2032, ni en 2037, ni en 2042.» On peut en tout cas l'espérer.

 A large black and white graphic poster for the Solidays festival. At the top, a woman's face is shown in profile, singing with her mouth open. Below her, the word "SOLIDAYS" is written in large, bold, white letters. Underneath, the text "27 > 29 JUIN" and "PARIS-LONGCHAMP" is visible. The background features abstract, wavy patterns. At the bottom, a list of artists and performers is listed in white text, along with logos for sponsors like RATP, Région Île-de-France, and various media partners.
 

**SOLIDAYS**

27 > 29 JUIN  
PARIS-LONGCHAMP

DAMSO • FISHER • GIMS  
JAMES HYPE • KALASH  
LAMOMALI • LETO • MC★SOLAAR  
RILÈS • SCH • SEAN PAUL • SHAY  
WERENOI • ZAHO DE SAGAZAN

ALIOCHA SCHNEIDER • APASHE WITH BRASS ORCHESTRA • B.B. JACQUES  
BIGA\*RANX • BOUSS • ELOI • JAHNERATION • JERSEY  
KOMPROMAT • L'IMPÉRATRICE • LA MANO 1.9  
MEUTE • MIKI • PERCEVAL • PICHE • YELLE 20<sup>th</sup> ANNIVERSARY • YOA  
& MANY MORE...

VILLE DE PARIS | RATP | Région Île-de-France | M6 | W9 | Europe POP RADIO | HUGO DÉCRYPTÉ | SOLIDARITÉ SUD

# Jean-Marie Delbos, la «victime zéro» de Bétharram

Par  
**BERNADETTE SAUVAGET**  
 Envoyée spéciale à Lourdes  
 (Hautes-Pyrénées)  
 Photo  
**MARION VACCA**

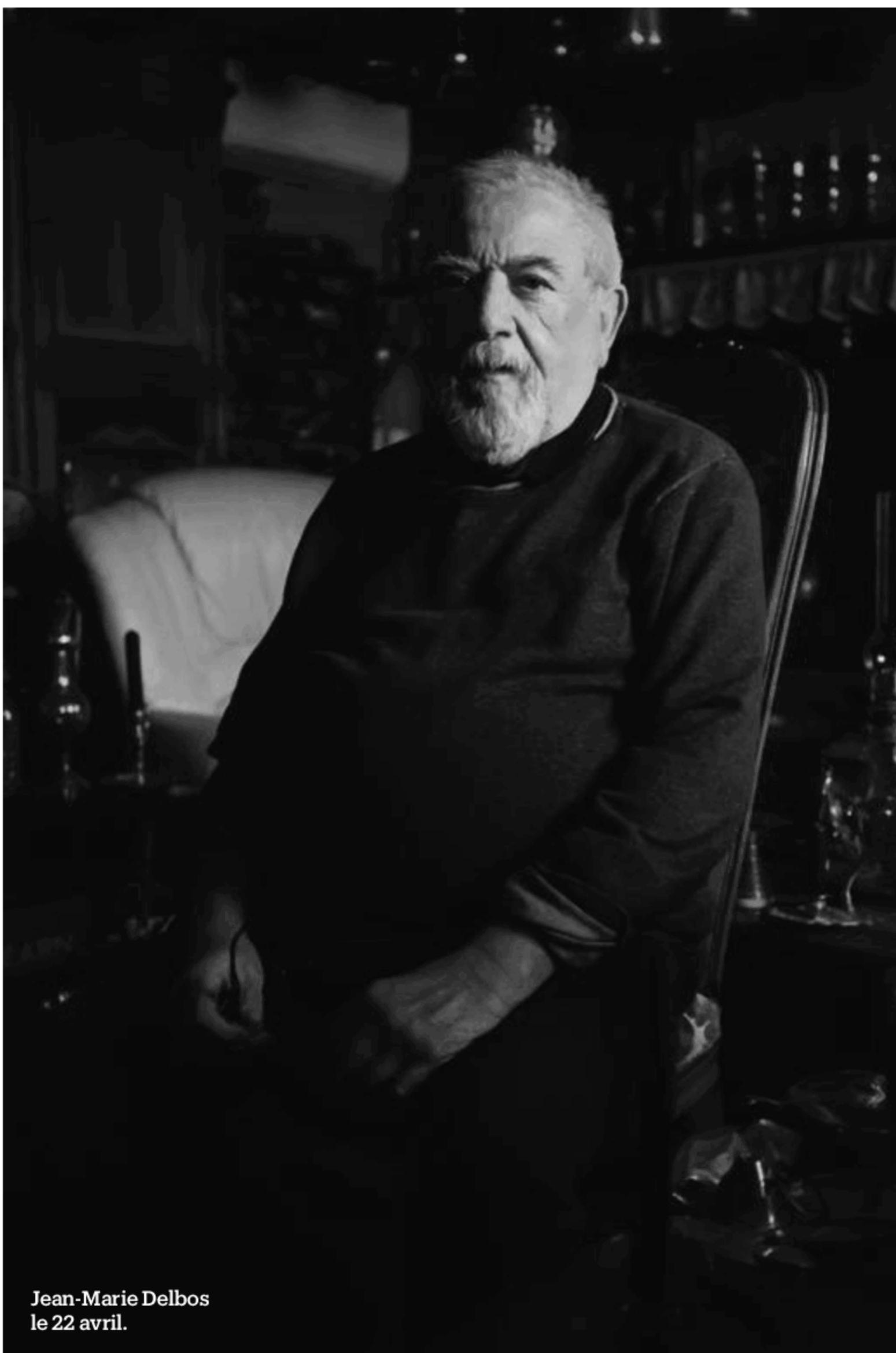
Pour Jean-Marie Delbos, 79 ans et quelques cancers, Bétharram, c'est le combat d'une vie. Ou plutôt le combat pour sa vie. Comme il existe un patient zéro – le premier qui contracte une maladie lors des grandes épidémies – le Béarnais est la «victime zéro» de l'immense scandale de Bétharram, ce fleuron de l'enseignement catholique dans les Pyrénées-Atlantiques qui, pendant des décennies, a consciencieusement camouflé la terreur et la perversité qui y régnaient. Le retraité de la police est le premier à avoir publiquement révélé cet océan d'horreurs, le premier de la longue liste de ceux qui, ces derniers mois, portent, les uns après les autres, leur dossier au procureur de la République de Pau – 200 jusqu'à présent.

«Personne ne m'interdit de parler», lance Jean-Marie Delbos, attablé, ce jour de printemps, devant une eau gazeuse. Personne (ni rien) n'arrête le Béarnais, grande gueule et forte tête. Dans ce genre de mauvaises affaires, il en faut toujours des capables de foncer dans le tas. Le dos cassé, marchant difficilement avec une béquille, il a roulé une centaine de kilomètres depuis son village natal de Castetnau-Camblong, dans le Béarn, jusqu'à Lourdes. C'est la deuxième fois qu'on s'y rencontre.

## Rébellions

Il y a trois ans et demi, le 6 novembre 2021, Jean-Marie Delbos était déjà là, sur l'immense parvis de la basilique Notre-Dame du Rosaire, avec sa petite pancarte : «Bétharram 1956-1961, victime et cocu.» Seul, il se plante au milieu d'un nuage noir d'évêques catholiques qui viennent de reconnaître la responsabilité institutionnelle de l'Eglise catholique dans le scandale des violences sexuelles et leur caractère systémique après la publication du rapport Sauvé. Et s'apprêtent à faire repentance. «Avec ma pancarte, je suis passé devant chacun d'entre eux, raconte Delbos. Deux femmes sont venues pour essayer de me faire partir. J'ai refusé. Alors ils ont envoyé un petit curé qui m'a demandé ce que je voulais.» La presse entoure le septuagénaire.

Violé à la fin des années 1950 par le jeune prêtre Henri Lamasse, le Béarnais, aujourd'hui âgé de 79 ans, avait dénoncé dès 1961 son agresseur, placé en garde en vue en février.



Jean-Marie Delbos  
le 22 avril.

Pour la première fois, Jean-Marie Delbos révèle le scandale de Bétharram qui enferra des mois plus tard. Et dénonce, à nouveau, les «fellations forcées» par le prêtre Henri Lamasse à la fin des années 1950.

L'homme a l'habitude des rébellions. Orphelin, il est élevé, comme ses deux soeurs, par sa grand-mère Catherine. Avec amour mais «chicrement». «Nous vivions en autarcie, avec ce que nous avions, des poules, le jardin, se souvient-il. Pour soulager ma grand-mère, le curé du village a proposé de me faire entrer à Bétharram. C'est lui-même qui m'a conduit là-bas.» L'adolescent ne fréquente pas le collège. Il rejoint l'apostolicat, une sorte de petit séminaire, un pensionnat très rude pour jeunes garçons que la congrégation religieuse, en juste retour, comptait bien recruter.

Plantée sur une petite colline qui domine le Gave de Pau, la bâtisse de cinq étages est imposante, signe de la puissance que les prêtres de Bétharram ont eue localement, mais aussi en Afrique, en Asie et en Amérique latine où la congrégation dispose d'un solide réseau d'écoles. «C'étaient des bienfaiteurs qui payaient notre pension», raconte Delbos. Dans cet univers déjà clos sur lui-même, l'apostolicat est plus encore inaccessible à ce qui vient de l'extérieur. Lever à 5h30, toilette à l'eau froide, des prières qui rythment la journée. Et les nuits d'anxiété.

Celui qui sauve l'élève d'une dizaine d'années, c'est le père Raymond Descomps, son directeur de conscience. «C'était un scientifique, le professeur de sciences naturelles», précise Jean-Marie Delbos. Qui lui confie ce qu'Henri Lamasse, jeune prêtre de Bétharram, professeur de chant et surveillant du dortoir, fait subir la nuit aux pensionnaires. «Il avait la soutane ouverte, s'occupait de notre anatomie. Quand nous nous réveillions, il nous disait de nous calmer», raconte l'ancien élève de l'apostolicat. En 1961, il

«Il avait la soutane ouverte, s'occupait de notre anatomie.»

**Jean-Marie Delbos** 79 ans, ancien élève et victime de l'institution catholique Notre-Dame de Bétharram

veut dénoncer les faits à la direction: «Les autres se sont dégonflés, je me suis retrouvé seul à dire ce qui se passait.»

En représailles, Jean-Marie Delbos, blessé au genou après une chute, est, selon son récit, envoyé à l'hôpital militaire psychiatrique de Pau: «Je côtoyais des soldats qui avaient été rapatriés d'Algérie.» L'un d'eux, émasculé par les combattants algériens, meurt à ses côtés. Il reste quinze jours au milieu de ce cauchemar quand un psychiatre s'étonne de sa présence. A la sortie, il retourne vivre auprès de sa grand-mère qui prend fait et cause pour lui – une attitude rare à l'époque – et alerte notables et gendarmerie. Rien ne se passe. La grand-mère Catherine est à son tour menacée, selon Jean-Marie Delbos, par les pères de Bétharram. «Ils sont venus à quatre, nous ont fait sortir de la maison, nous ont dit qu'ils saisiraient nos biens pour se rembourser des frais de ma scolarité», affirme-t-il.

## Funestes

Delbos passe son certificat d'études pendant son service militaire, se hisse à la force du poignet et des concours administratifs internes dans la police nationale, se marie, a deux enfants. Dès qu'il gagne un peu d'argent, il fait installer un monument funéraire sur la tombe de sa grand-mère. Bétharram le hante encore. Il porte plainte en 2010 contre Henri Lamasse, mais il y a prescription. Son agresseur, à ce moment-là, est exfiltré à Bethléem, mis à l'abri par la congrégation. C'est finalement à la suite d'une lettre adressée au Vatican qu'une procédure canonique, c'est-à-dire interne à l'Eglise catholique, est ouverte quelques années plus tard. Comme sanction en 2017, Henri Lamasse, qui nie alors toujours les faits, a l'interdiction d'exercer une fonction religieuse et de célébrer publiquement la messe. Pourquoi n'y a-t-il rien eu de tel dès 2010 ? L'affaire de Bétharram est parsemée de ces ratés aux conséquences funestes.

A Lourdes, à l'automne 2021, c'est la théologienne Véronique Margron qui vient vers Jean-Marie Delbos. «Madame Margron», comme il dit avec respect, l'écoute, l'oriente vers la Commission reconnaissance et réparation qui se met en place. L'homme récupère le dossier numéro 4. Les pères de Bétharram l'indemnisent à hauteur de 35000 euros. Mais ce qui compte surtout, à ses yeux, c'est la lettre qui accompagne cette indemnisation, datée du 13 février 2023 et signée du prêtre Laurent Bacho. La congrégation reconnaît «avec beaucoup de honte et de tristesse» qu'il a été victime d'actes «inqualifiables et ignobles de la part d'un religieux-prêtre». Placé en garde en vue le 19 février, le père Henri Lamasse, qui finit ses jours à l'âge de 94 ans dans une maison de retraite de la congrégation religieuse voisine de l'établissement scolaire, reconnaît pour la première fois les faits. Jean-Marie Delbos, lui, clame toujours qu'il n'est pas sa seule victime. ◀

# «Les violences physiques et morales constituent souvent le terreau de violences sexuelles»

**Les travaux de la Ciase avaient mis au jour en 2021 l'ampleur des actes pédocriminels au sein de l'enseignement catholique. Philippe Portier, historien et sociologue, explique pourquoi le scandale n'éclate que maintenant.**

**D**epuis les travaux de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise (Ciase), l'enseignement catholique est connu pour être un lieu où un nombre important de violences a été commis. Ces derniers mois, le scandale de Bétharram est devenu emblématique, levant le couvercle sur d'autres affaires. L'historien et sociologue Philippe Portier a dirigé l'étude socio-historique de la Ciase. Selon lui, à Notre-Dame-de-Bétharram s'est maintenue plus longtemps qu'ailleurs une culture favorisant les violences et l'omerta.

**Le rapport de la Ciase avait révélé, à l'automne 2021, l'ampleur des violences sexuelles dans l'enseignement catholique, un nombre très élevé de victimes, plus de 100 000, environ un tiers du total estimé. Pourquoi, selon vous, le scandale Bétharram éclate aussi tardivement ? Y a-t-il eu un loupé ?**

Le travail de la Ciase aurait pu, il est vrai, donner lieu à des prises de conscience. Dans le rapport, nous suggérons que des dispositifs soient mis en place. L'Eglise et l'Etat auraient sans doute dû s'en saisir pour repérer les modes de fonctionnement qui favorisaient l'emprise notamment sexuelle dans les établissements scolaires. Mais le phénomène est courant historiquement ; il faut que des lanceurs d'alerte créent un effet dans l'opinion publique, que des mobilisations aient lieu comme

celle actuellement autour de l'affaire de Bétharram, pour que la situation bouge, pour que des propositions de réformes apparaissent. C'est une mobilisation de la base qui contraint actuellement l'Eglise catholique et l'Etat à vouloir construire des dispositifs de contrôle.

**Des années 50 aux années 70, 40 % des violences sexuelles qui concernent l'Eglise catholique se produisent, selon le rapport de la Ciase, dans les établissements scolaires. Pourquoi cela chute-t-il ensuite ?**

La commission de violences sexuelles est un fait massif dans l'enseignement catholique pendant la période que nous avons étudiée, des années 1950 aux années 2020. Il y a une nette décélération à partir des années 80. D'autres lieux prennent le relais tels que les paroisses ou les communautés religieuses, dites «nouvelles», qui apparaissent dans les années 70. En même temps, le profil des victimes évolue : ce ne sont plus seulement des jeunes garçons, les violences touchent alors des jeunes femmes.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. L'Eglise ferme de nombreux internats catholiques. Les élèves sont désormais majoritairement externes ou demi-pensionnaires, ce qui laisse moins de prise aux éventuels abuseurs. Ceux qui continuent d'exister sont beaucoup moins repliés sur eux-mêmes que dans les décennies précédentes. Les clercs, prêtres et religieux, qui ont constitué l'objet d'étude central de la Ciase, y sont de surcroît de moins en moins nombreux. La crise du recrutement sacerdotal a entraîné un redéploiement de leur

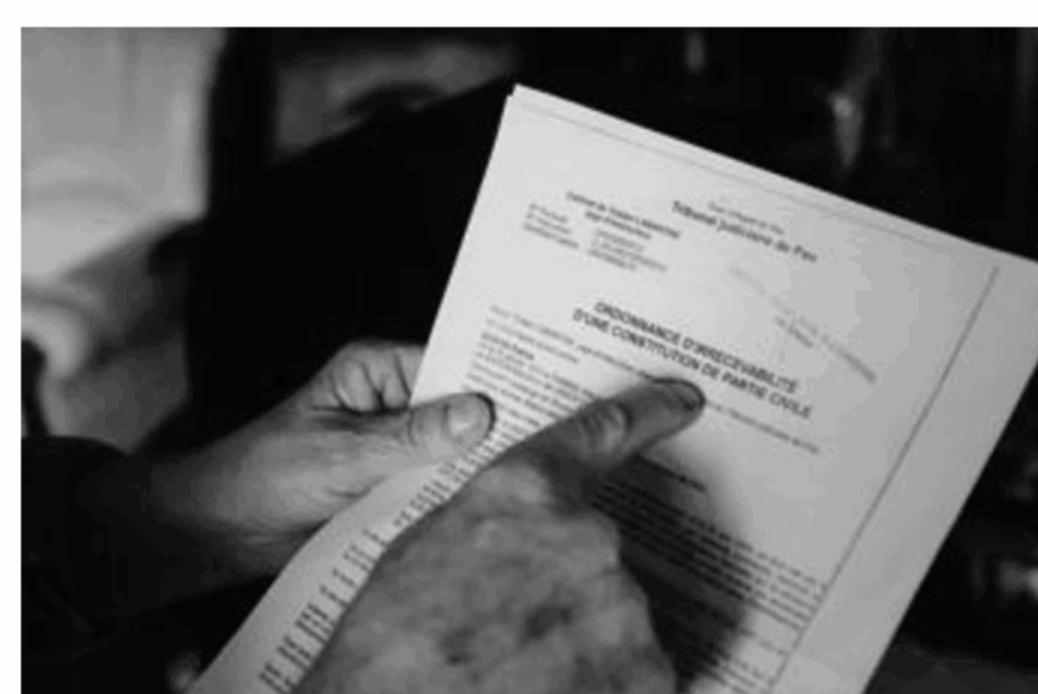
activité : beaucoup sont partis dans des maisons de retraite ; les prêtres diocésains nouvellement recrutés sont affectés en paroisse, les religieux demeurent dans leurs communautés, souvent affectés à des activités d'encadrement spirituel.

**Dans ce contexte, Bétharram, où des violences sont dénoncées jusque dans les années 90, apparaît comme un cas à part, une survivance de l'époque antérieure. Comment l'expliquez-vous ?**

A Bétharram, la structure traditionnelle perdure jusqu'aux années 2000. On y retrouve les traits de fonctionnement du petit séminaire de Chavagnes-en-Paillers, en Vendée, où ont été commises tant de violences sexuelles dans les années 50-60. Son premier trait est la clôture spatiale. L'Institut Notre-Dame-de-Bétharram est un lieu fermé, où les relations avec l'extérieur pour les élèves mais aussi pour les enseignants n'existent pratiquement pas. Les sorties se font seulement lors des vacances. Le reste du temps, on est dans un huis clos.

Le second trait concerne la culture de l'établissement. Placé sous le contrôle d'une congrégation locale, à l'écart de toute intervention extérieure, l'Institut a vu se développer en son sein des pratiques de gestion autoritaires qui ouvrent la porte à toutes les violences. Comme on l'a vu dans d'autres lieux, on ne peut écarter l'idée d'une connaissance partagée des prédateurs, appelant même les nouveaux arrivants à une reproduction mimétique des violences. Troisième trait : le silence de l'environnement. Dans ce lieu replié sur lui-même, on ne parle pas. La direction de l'établissement ne fait rien pour enrayer les violences physiques et morales, qui constituent le terreau souvent des violences sexuelles. D'autant que le directeur peut en être un protagoniste actif, comme il est arrivé avec le père Silviet-Carricart, à la tête de l'établissement de 1987 à 1993. Il semble aussi que les méthodes autoritaires satisfont une partie des familles et des professeurs. Et puis les élèves martyrisés ne parlent pas. Cette conspiration du silence est le fruit sans doute de la survie à Bétharram de la culture de la «réputation», qui fait prévaloir les intérêts de l'institution avant les droits de l'individu.

Recueilli par B. S



En 2010, les faits reprochés à Henri Lamasse étaient prescrits.

## carnet

### CONFÉRENCES

Arnay-le-Duc (21)  
Dijon (21)  
Paris (75)



L'Association Claude Guyot en partenariat avec la ville d'Arnay-le-Duc, l'Université de Bourgogne et le collège Claude Guyot d'Arnay-le-Duc, avec le soutien du Conseil départemental de la Côte d'Or,

ont le plaisir de vous convier le vendredi 9 mai 2025, à Arnay-le-Duc (Côte d'Or), à la journée d'hommage organisée à l'occasion du 60ème anniversaire de la disparition de

**Claude Guyot (1890-1965)  
Résistant,  
Membre  
du Groupe  
Libération-Nord,  
Président  
du Comité  
départemental  
de Libération  
de la Côte d'Or,  
Maire  
d'Arnay-le-Duc (1926-1965),  
Député de la Côte d'Or à l'Assemblée nationale  
constituante (1945-1946)**

Tout le programme de cette journée d'hommage disponible sur [www.claudeguyot.com](http://www.claudeguyot.com)

### DÉCÈS

Moëlan-sur-Mer (29)  
Paris (75)

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

**Mme Marie GAREL-WEISS**

survenu le samedi 19 avril 2025.

De la part de Ferdinand BERVILLE, son époux, Lou GAREL, Clémence de SAILLY, Iris BERVILLE, ses filles, Martine WEISS, sa maman, Un dernier hommage lui sera rendu le vendredi 2 mai 2025, à 10H30, au crématorium du Père-Lachaise, à Paris 20ème.

Les fleurs seront réservées à la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

POMPES FUNÉBRES PIERREGUI  
29350 MOËLAN-SUR-MER  
02 98 09 26 41  
[WWW.DIGNITE-FUNERAIRE.FR](http://WWW.DIGNITE-FUNERAIRE.FR)



LIBÉ.FR

### Boulanger, fleuriste, magasins de bricolage : la loi qui ferait du 1<sup>er</sup> Mai un nouveau dimanche

La modification du code du travail proposée par deux sénateurs transformera profondément la philosophie de ce jour censé être férié et chômé. Mardi, la ministre du Travail, Catherine Vautrin, a précisé qu'une autre proposition de loi était sur la table et que le «gouvernement regardera [...] ces textes permettant de travailler sur la base du volontariat en étant bien sûr payés double». PHOTO AFP



Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, à l'Elysée, à Paris, le 16 avril 2025. PHOTO STÉPHANIE LECOCQ.REUTERS

# Cyberattaques: Paris hausse le ton face à Moscou

**Pour la première fois, le Quai d'Orsay a publiquement attribué, mardi, au renseignement militaire russe des opérations «déstabilisatrices» contre la France, dont le piratage de TV5Monde ou les «MacronLeaks».**

Par  
**AMAEILLE GUITON**

**L**e fond n'est certes pas une surprise, et la tonalité n'est pas nouvelle, mais la forme, elle, est une première pour les autorités françaises. Mardi, Paris a publiquement attribué au service de renseignement militaire de la Russie, le GRU, et plus précisément à son «mode opératoire» APT28, les pirata-

ges de TV5Monde en 2015 et de la campagne Macron en 2017, ainsi que des cyberattaques menées depuis 2021 contre «une douzaine d'entités françaises» non nommées : des «services publics, entreprises privées, ainsi qu'une organisation sportive liée à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024».

La déclaration du Quai d'Orsay s'accompagne d'un rapport de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), qui évoque un peu plus précisément des intrusions ou tentatives d'intrusion menées par le groupe APT28 dans les réseaux de ministères, de collectivités territoriales, d'entreprises de la défense et de l'industrie aérospatiale ou d'institutions de recherche. Autant d'«activités déstabilisatrices [...] inacceptables», condamnées «avec la plus

grande fermeté». «Dans le cyberspace, la France observe, bloque et combat ses adversaires», a posté sur X le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Dans un contexte d'«attaques hybrides russes de plus en plus visibles et agressives depuis l'invasion de l'Ukraine», visant cette dernière mais aussi plusieurs

pays européens et la France en particulier, il

s'agit pour Paris

de taper plus fermement du poing sur la table vis-à-vis de Moscou «et de tout attaquant potentiel», tout en s'adressant «à l'opinion publique», décrypte une source diplomatique.

Dans l'écosystème de la cybersécurité, APT28, aussi appelé «Fancy Bear» par certains éditeurs d'antivirus, s'est taillé une triste renommée mondiale depuis une décennie, pour de nombreuses campagnes d'espionnage et

de spectaculaires opérations de «hack and leak», des piratages suivis de fuites. C'est à ce groupe, ou plutôt à cette «signature» que les Etats-Unis ont depuis plusieurs années imputé les piratages des mails du camp démocrate lors de la campagne présidentielle de 2016, ou celui de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye (Pays-Bas) en 2018.

**Piratage.** En Ukraine, la patte de Fancy Bear a été débusquée à de multiples reprises depuis 2014, année durant laquelle il avait piraté la Commission électorale centrale. En France, la cyberattaque contre TV5Monde sous «faux drapeau» jihadiste en 2015, et le piratage des mails de responsables de la campagne d'Emmanuel Macron, les «MacronLeaks» en 2017, ont été officiellement liés au GRU, par le renseignement britannique en 2018 et

par la justice américaine à l'automne 2020. Mais paradoxalement, au-delà de diverses déclarations politiques, ils ne l'avaient pas été, de manière institutionnelle et publique, par les autorités françaises. C'est désormais le cas, car le Quai d'Orsay désigne le GRU comme maître d'œuvre des deux opérations de piratage.

C'est qu'en la matière, Paris a longtemps joué une partition singulière. Là où les Etats-Unis usaient abondamment des désignations publiques des commanditaires, pointant régulièrement du doigt Moscou ou Pékin au gré de leurs priorités stratégiques, la France a durant plusieurs années géré ses contentieux cybers avec la Russie dans de discrètes rencontres bilatérales, au point d'agacer son allié américain et au risque de faire quasi cavalier seul. L'invasion de l'Ukraine a changé la donne, Paris s'est associé à

ses partenaires de l'UE pour mettre à l'index la Russie après la cyberattaque de 2022 contre l'opérateur d'Internet satellitaire ViaSat et l'an dernier, pour désigner le GRU responsable du piratage du parti social-démocrate allemand (SPD).

**«Partenaires».** Alors que l'attitude de l'administration américaine vis-à-vis de la Russie soulève des interrogations et des inquiétudes, Washington et Paris semblent désormais être presque à fronts renversés. Mais cette première attribution publique purement française a un autre objectif. A la différence du rapport que l'Anssi conscrivait, l'an dernier déjà, aux activités d'APT28 contre des entités françaises, celui publié mardi, plus succinct et moins technique, insiste ostensiblement sur le travail mené avec ses «partenaires» au sein du Centre de coordination des crises cyber ou C4. Une instance placée sous l'égide du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, rattaché à Matignon, qui regroupe aux côtés de l'Anssi, les deux principaux services de renseignement français, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et celle de la sécurité intérieure (DGSI), ainsi que le Commandement de la cybersécurité et la Direction générale de l'armement. Mis en place en 2018, et véritablement opérationnel depuis trois ans, le C4 avait, entre autres objectifs, celui de renforcer les capacités propres de la France à identifier les auteurs d'attaques informatiques. Il est, à cet égard, très significatif que le Quai d'Orsay mentionne dans sa déclaration l'*«unité 20728 du GRU»* quand, jusqu'ici, la seule publiquement rattachée aux activités de Fancy Bear est l'unité 26165. D'après une source proche du dossier, la première, basée à Rostov-sur-le-Don en Russie, est subordonnée à la seconde. Paris entend donc signifier que son appareil de renseignement et de cybersécurité est pleinement capable, à l'instar d'un partenaire américain désormais incertain, de remonter, jusqu'à leur point d'origine, les traces des pirates du Kremlin. ◀



LIBÉ.FR

## Au Canada, une victoire à l'arraché du Parti libéral grâce aux outrances de Trump

Vainqueur des législatives, le parti du Premier ministre, Mark Carney, frôle la majorité absolue mais devra se trouver un partenaire de coalition. Le Parti conservateur dominait largement dans les sondages avant d'être plombé par les déclarations incendiaires du président américain.

PHOTO AFP

427

**C'est le nombre de cas de rougeole déclarés aux agences régionales de santé depuis le début de l'année.** D'après un bilan de Santé publique France publié mardi, l'Hexagone enregistre depuis 2023 une augmentation significative de contaminations à la rougeole. En quatre mois, la maladie a ainsi quasiment autant circulé que sur la totalité de l'année 2024, où 483 cas avaient été déclarés. Elle a également fait un mort depuis janvier. L'agence nationale de santé publique précise que les nourrissons de moins d'un an et les enfants jusqu'à 4 ans sont les plus concernés. 60 départements métropolitains ont été touchés, avec au moins un cas recensé. Cette contamination se limite à l'Hexagone, aucun territoire d'outre-mer n'ayant été affecté.

## Panne d'électricité en Espagne : comment expliquer le black-out ?

Lundi, pendant quelques heures, l'Espagne, le Portugal ont été plongés dans le noir, en raison d'une coupure de courant «exceptionnelle» et «massive». Mardi matin, le gestionnaire du réseau REE a annoncé que 99% de l'approvisionnement électrique national avait été rétabli dans la péninsule ibérique. Au Portugal, le réseau électrique est également «parfaitement stabilisé». Si l'électricité a été rétablie, les autorités cherchent à déterminer la cause exacte.

**Défaillance technique.** Pour Jacques Percebois, professeur émérite à l'université de Montpellier, fondateur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie, la

piste du «problème technique, entre le lieu de production et le transport de l'électricité» fait partie des scénarios les plus plausibles. Cette défaillance technique, «qui pourrait par exemple être due à un incendie ou un coup de vent», aurait dans la foulée été suivie d'une coupure de courant. L'électricité ne peut immédiatement plus circuler. «Et quand une ligne ne peut plus faire transiter de l'électricité, cette même électricité va se déporter sur une autre ligne du réseau», explique le spécialiste. Mais celle-ci va dès lors recevoir un «surplus d'électricité», se mettre à chauffer puis «se rebattre sur une troisième ligne, qui va elle aussi être saturée.

*Et ainsi de suite : c'est l'effet château de cartes».*

**Surproduction.** Autre scénario possible : la thèse d'une surproduction d'électricité sur les lignes. «Certains experts expliquent qu'il y a eu, aux alentours de 12 h 30, trop d'injections d'énergies électriques issues du photovoltaïque sur le réseau espagnol. Ce surplus aurait alors perturbé le fonctionnement du réseau, qui n'a pas pu évacuer cette production supplémentaire», détaille Jacques Percebois.

**Cyberattaque.** Comme l'explique Gérôme Billois, expert en cybersécurité, une cyberattaque visant des réseaux électriques peut se dérouler

de deux façons : elle peut d'abord s'en prendre aux «systèmes de surveillance qui s'assurent que la demande est égale à l'offre». Autre possibilité : des hackers peuvent prendre le contrôle des centres de transformation électrique à distance. Au niveau politique, la piste de la cyberattaque a été rapidement démentie côté portugais comme côté espagnol. L'Audience nationale, juridiction espagnole chargée des affaires les plus graves, a toutefois annoncé l'ouverture d'une enquête pour déterminer si la panne d'électricité avait été provoquée ou non par un «sabotage informatique».

**COPPELIA PICCOLO**  
A lire en intégralité sur Libé.fr.

## A Paris, manifestation d'étudiants en médecine pour leur liberté d'installation

Il est 14 heures mardi et la place du Panthéon, dans le cœur de Paris, est piquetée de points blancs. Des hordes d'étudiants débarquent, blouses arborées fièrement, regards offensés, pancartes brandies. Sur certaines s'esquiscent des mots tracés en lettres rouges : «précarité», «hôpital en souffrance», «non à la coercition». Sur d'autres émergent à la volée, parmi les visages froissés, des «gare à toi Garot». Dans le viseur de ces manifestants, la proposition de loi transpartisane portée par le député socialiste Guillaume Garot, signée par plus de 250 députés pour lutter contre les déserts médicaux, et l'un de ces articles phares : la régulation de la liberté d'installation des médecins. L'article prévoyant cette mesure a été adopté par l'Assemblée le 2 avril, tandis que l'examen du reste du texte doit reprendre le 6 mai.

Depuis, les blouses blanches essaient leur mécontentement. Après avoir débuté la veille une grève illimitée, ils ont décidé de se mobiliser mardi, à l'appel du syndicat des Jeunes Médecins, à Pa-



A Paris, mardi. PHOTO THOMAS SAMSON. AFP

ris et Lyon. Et ce, en dépit de l'annonce en forme de diversion de François Bayrou vendredi : en visite dans le Cantal, le Premier ministre a évoqué l'idée de mettre en place une «mission de solidarité», qui remplacerait la régulation d'installation. En clair, les médecins venus des zones mieux dotées se relâieraient au sein des territoires considérés comme prioritaires, à raison de deux jours de présence par mois. Une mesure «largement insuffisante», selon Guillaume Garot.

«Mon problème? C'est clairement la coercition.» Sous ses lourdes boucles noires, Na-

dia cache des yeux fatigués. L'étudiante de 23 ans, en sixième année de médecine, ne comprend pas comment le gouvernement peut envisager «d'imposer» à de futurs médecins leur lieu de travail. «Après une dizaine d'années d'études, dont certaines éreintantes, à travailler en tant qu'interne, ce que l'on attend, c'est au moins un peu de considération, au mieux la liberté d'exercer notre métier où bon nous semble», martèle-t-elle. Comment alors résorber la fracture sanitaire entre les territoires ? «Il faut plus de moyens financiers et humains», tranche Karine, chi-

rurgienne digestive. Au sein du département des Hauts-de-Seine, où elle tient un cabinet en libéral, elle affirme qu'il n'y a «pas plus de médecins qu'à Limoges». En revanche, elle dénonce les «dépenses énormes injectées dans l'administratif de l'hôpital public».

Si quelque 5000 personnes ont défilé dans la capitale selon les organisateurs, les revendications ne sont pas partagées par tous sur les bancs des facs de médecine. C'est le cas de Martin, qui déplore «la force de frappe énorme» des principaux syndicats d'étudiants, notamment l'Association nationale des étudiants en médecine de France, qui «prennent rarement la parole sur des sujets sociaux en lien avec le domaine de la santé, autres que ceux qui entrent les petits privilégiés des futurs médecins». Il conclut : «L'Etat doit d'un point de vue constitutionnel garantir les soins à tous. Si cela doit passer par le fait de remettre en question la liberté d'installation des médecins, qu'il en soit ainsi.»

SIDONIE DAVENEL

## Chalutage de fond Des ONG portent plainte auprès de Bruxelles

Dans certaines aires marines protégées européennes, le chalutage profond est encore autorisé. Cette technique de pêche destructrice, qui vise à racler les fonds marins sans discernement, est au cœur d'une plainte, déposée mardi par cinq associations auprès de la Commission européenne. Prévue par le droit communautaire, cette procédure prévoit que, après avoir été saisie, Bruxelles évalue la plainte, avant de décider de la classer ou de lancer une procédure d'infraction contre les Etats membres concernés (ici la France, l'Allemagne et l'Italie).

## Livrailleurs UPS va supprimer 20 000 postes dans le monde...

A l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels, le groupe américain de livraison de colis a annoncé mardi qu'il compte «réduire ses effectifs opérationnels», ce qui impliquera la fermeture de 73 bâtiments d'ici à la fin du mois de juin. Environ «20000 postes» vont être concernés, sur les 490 000 personnes qu'emploie l'entreprise. Fin janvier, UPS avait annoncé qu'il s'attendait à voir ses revenus décliner en 2025, après avoir passé un accord avec son plus gros client, Amazon, pour réduire son volume de plus de 50% d'ici à juin 2026. Amazon représentait quasiment 12% des revenus d'UPS. (avec AFP)

## ... et la France veut taxer les petits colis à l'entrée de l'Europe

La fin de la récré pour Shein, Temu, AliExpress et autres plateformes de consommation low-cost ? Pour agir contre l'afflux de colis chinois, qui pourrait être renforcé par la hausse des droits de douane voulue par Trump et qui pourrait entraîner une réorientation des flux vers l'Europe, la France propose, dès 2026, de faire payer aux plateformes quelques centimes à quelques euros par colis entrant dans l'UE. Cette contribution servirait à financer des moyens humains et techniques pour augmenter la capacité de contrôle des services douaniers, de répression des fraudes et du fisc. E.Da.

A lire en intégralité sur Libé.fr.



LIBÉ.FR

### Suède : plusieurs morts après une fusillade selon la police

Au moins trois personnes sont mortes dans une fusillade mardi à Upssala, à une soixantaine de kilomètres au nord de Stockholm, a indiqué la police. Une enquête pour meurtre a été ouverte. Plus d'informations à lire sur Libé.fr.

PHOTO AFP

# Braquage de Kim Kardashian : au procès, Yunice Abbas et sa «franchise déconcertante»

**Au deuxième jour d'audience, mardi, la cour d'assises de Paris s'est penchée sur la personnalité du septuagénaire récidiviste, qui a reconnu son rôle dans l'affaire... au point d'en publier un livre.**

Par  
**JULIE BRAFMAN**  
Photo DENIS ALLARD

Dans la vie de Yunice Abbas, il y a le temps qui passe *«comme un escargot»*, celui qui lambine entre des murs gris et s'étire à l'infini. C'est le temps *«terrible»* de la prison. Et puis, il y a le temps qui file si vite que 24 heures ressemblent à une minute, qu'on en reste presque groggy. C'est le temps à l'extérieur. Pendant des années, Yunice Abbas a fait des allers-retours derrière les barreaux. En tout, il y est resté dix-sept ans et demi. Le problème avec la taule, c'est qu'on s'y *«habitué»*, trouve-t-il. Debout à la barre, l'accusé de 71 ans au crâne chauve et à la chemise pâle, agrippe son bras gauche secoué de tremblements à cause de la maladie de Parkinson.

**«Traumatisme».** A fond la caisse, il évoque sa vie sous stroboscope, mi-ombre, mi-lumière, mi-marlou, mi-garagiste. Il est le premier des dix accusés à décliner son curriculum vitæ. *«Je regrette ce que j'ai fait, non pas parce que je me suis fait attraper mais parce que derrière tout ça, il y a eu un traumatisme,* explique-t-il. *«Je n'y avais jamais pensé.»* Lors de l'instruction, il a reconnu avoir participé au braquage de la vedette de téléréalité américaine Kim Kardashian, dans la nuit du 2 au 3 octobre 2016, à Paris. Son bras tremble un peu plus fort. Et Yunice Abbas parle un peu plus vite. La

sténotypiste doit redoubler d'effort pour transcrire l'audience à Aomar Aït Khedache, l'un des autres accusés, considéré comme le «cerveau» de l'opération – ce qu'il nie – et qui souffre de surdité. Au sein du «commando» de la nuit du 2, ces cinq hommes surnommés les «papys braqueurs» entrés dans un hôtel de luxe où séjournait la célébrité, Yunice Abbas occupe une position à part : il a reconnu spontanément les faits en garde à vue. Il les a même beaucoup reconnus puisqu'il a continué en faisant une tournée générale des médias en 2021, pour promouvoir son ouvrage : *J'ai séquestré Kim Kardashian* (L'Archipel, 2021).

**«Fil à retordre».** Le titre pèse aujourd'hui le poids d'une enclume. L'accusé a en effet toujours soutenu qu'il n'était jamais entré dans la chambre de la star pour lui dérober sa bague de fiançailles ornée d'un diamant de 18,8 carats. Cette nuit-là, il aurait seulement joué les guetteurs à la réception. Et de prononcer sans ciller à l'ouverture du procès : *«Je n'ai pas séquestré Kim Kardashian.»* Son avocat, maître Gabriel Dumenil, sent bien qu'il va avoir *«un peu de fil à retordre»* pour plaider l'acquittement sur la séquestration...

Avec la même «franchise déconcertante à charge ou à décharge», selon les mots de son conseil, Yunice Abbas décline l'histoire d'un gamin qui a grandi à Clignancourt (Seine-Saint-Denis) dans une fratrie de sept enfants, entre une mère femme de ménage et un père maraîcher, soldat lors de la Seconde Guerre mondiale, puis ouvrier. Il avait 6 ans quand ce dernier est mort dans des circonstances troubles. Accident de vélo, selon la version officielle. Assassinat par balle sur fond de guerre d'Algérie, selon la version du rapport de police découvert

quand il avait 16 ans. Toute son enfance, Yunice Abbas a vu ses proches disparaître, que ce soit son père ou certains de ses frères et sœurs. *«Je ne savais pas ce que ça voulait dire mourir, raconte-t-il. On m'a expliqué : "C'est Dieu qui l'a ramené à lui." Depuis, je ne crois plus en Dieu.»*

**«Bascule».** Le président de la cour d'assises de Paris, David De Pas, égrène le contenu du casier judiciaire tout noir : un vol de coffre-fort dans un supermarché quand il avait 18 ans, la pose de fausses plaques de voitures pour faciliter un hold-up, l'aménagement d'une voiture dans un trafic de cannabis ou un vol à main armée dans une banque. Le magistrat voudrait savoir où se trouve la «bascule». Comment se fait-il que Yunice Abbas replonge sans fin alors qu'à chacune de ses sorties, il reprend des activités légales, ouvre un garage ou poursuit dans la mécanique ? L'intéressé met ses rechutes sur le compte de la «faiblesse». Difficile de tenir longtemps *«quand on connaît les raccourcis»*.

Et puis, il a *«un peu trop d'amis»*, entre ceux d'enfance et les anciens détenus toujours prompts à lui proposer une affaire... *«Enfin, monsieur Aït Khedache, je l'ai rencontré plus tard. Vers 2016, nuance-t-il. Il avait des problèmes de voitures.»*

C'est ainsi qu'à 63 ans, après avoir passé près de dix ans sans se faire remarquer, il a accepté le «coup Kardashian». A l'époque, il rêvait de s'acheter un fonds de commerce pour continuer dans la mécanique et vivre plus confortablement de sa petite retraite. Dans sa chemise pâle, avec son bras incontrôlable, son cœur malade, son diabète, Yunice Abbas arrache des sourires et en distribue d'autres. Même quand il s'agit d'évoquer son encom-



L'accusé Yunice Abbas, au palais de justice de Paris, lundi.

brant ouvrage flanqué d'un diamant en couverture et de ce titre qui vaut plus cher encore, du genre perpétuité, il ne perd pas son bagou. *«Le livre, c'est parce qu'à la télé, à la radio, je n'entendais parler que de ça.»* Il a voulu donner *«(s)a vérité»*. C'est l'éditeur qui a choisi le titre, affirme-t-il, et il n'a pas touché un centime, puisque les droits

d'auteur ont été aussitôt saisis.

En 2018, lorsqu'il est sorti de la prison de Fresnes, sous contrôle judiciaire dans l'attente de son procès, Yunice Abbas est retourné vivre chez lui, au Raincy (Seine-Saint-Denis). Il a profité de la très longue instruction pour s'occuper de ses quatre petits-enfants, les emme-

ner au parc et à l'école, au foot et au karaté. Pour leur expliquer qu'il n'était pas *«un modèle»*. Il a vécu avec sa petite retraite de 1000 euros en faisant des dépannages dans la mécanique ou l'électricité. Cette fois-ci, Yunice Abbas a aimé le temps. *«Le temps n'était pas pour le déplaire, je me suis dit, "je profite encore un peu".»* ♦

## Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE DE sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

### 75 PARIS

### Publications Judiciaires

#### EXTRAIT DE REQUETE DE DECLARATION D'ABSENCE

Vu la requête reçue le 14 avril 2022 présentée par Cannelle Osange Yanuka KIEFFER en déclaration de l'absence de Guy André KIEFFER, né le 25 mai 1949 à Marseille (Bouches-du-Rhône), et la requête rectificative reçue le 14 octobre 2022 qui précèdent et les motifs y énoncés ;

Attendu qu'il résulte des pièces et documents produits que Guy André KIEFFER, né le 25 mai 1949 à Marseille (Bouches-du-Rhône), qui avait disparu de son dernier domicile situé 55 rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>), depuis le 16 avril 2004 ; qu'il n'y a plus reparu, sans que l'on ait eu de nouvelle, depuis cette date ;

Attendu qu'un délai de 10 ans s'est écoulé depuis le jugement de présomption d'absence du 05 juillet 2005 ;

Qu'ainsi son absence peut être déclarée ; Le Tribunal Judiciaire de Paris, par jugement du 19 mars 2025,

Vu les articles 122 et suivants du Code Civil ;

Déclare absent Guy André KIEFFER, né le 25 mai 1949 à Marseille (Bouches-du-Rhône), fils de Jacques Yves Marie KIEFFER, né le 30 mai 1925 à Angers (Maine-et-Loire) et de Irène Antonia FUGAIN, née le 24 avril 1926 à La Table (Savoie), ayant été domicilié au 55 rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

### Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

#### Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consolles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

### 93 SEINE-SAINT-DENIS

### Divers société

### YB&CO

SAS au capital de 10 € Siège social : 20 RUE DU BON MARCHE 93700 DRANCY RCS BOBIGNY 921541181

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03/04/2025, il a été décidé de transférer le siège social au 4 RUE MARCELIN BERTHÉLOT 93700 DRANCY à compter du 03/04/2025, de modifier l'objet social comme suit : La société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables. Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à celui-ci dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires. Elle peut notamment détenir des participations de toute nature sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le Réglement intérieur de l'Ordre des experts-comptables, de modifier la dénomination sociale qui devient : KIRA CONSEILS entraînant le changement de sigle en KIRA.

Modification au RCS de BOBIGNY.

### Libération

est habilité pour toutes VOS ANNONCES LÉGALES sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

## Libération

[www.liberation.fr](http://www.liberation.fr)  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
contact@liberation.fr

Édité par la SARL  
Libération

SARL au capital  
de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire  
Presse Indépendante SAS

### Cogérants

Dov Alfon,  
Amandine Bascoul-Romeu

### Directeur de la publication

Dov Alfon

### Directeur de la rédaction

Dov Alfon

### Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

### Directrices adjointes de la rédaction

Stéphanie Aubert,  
Hamdam Mostafavi,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

### Directeur artistique

Nicolas Valoteau

### Rédacteurs en chef

Michel Beccuembois  
(spéciaux), Laure Bretton,  
Gilles Dhers (pilotes web),  
Christian Lasson  
(enquête),  
Eve Roger (actu)

### Rédacteurs en chef adjoints

Lilian Alemagna (France),  
Anne-Laure Barret  
(environnement),  
Lionel Charrier (photo),  
Cécile Daumas (L.),  
Sonia Delesalle-Stolper  
(monde), Fabrice Drouzy  
(suppléments),  
Yoann Duval (forums),  
Matthieu Ecoiffier (idées),  
Quentin Girard  
(modes de vie),  
Cédric Mathiot  
(checknews),  
Camélia Paugam (actu),  
Didier Pérón (culture)

### ABONNEMENTS

Site : abo.libération.fr  
abonnement@liberation.fr  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

### PUBLICITÉ

Libé plus  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
publicite@liberation.fr

### PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle  
75015 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
annonces@teamedia.fr

### IMPRESSION

Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)

Imprimé en France

## ACPM

LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.  
CPPAP : 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.  
Origine du papier : France  
Taux de fibres recyclées :  
100 % Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FI/37/01

### Indicateur d'eutrophisation :

PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.  
Pour joindre un journaliste  
par mail : initiale du  
prénom.nom@liberation.fr

## SUDOKU 5x5 32 MOYEN

8			3			6
5	2	7	1	6		3
3	4		2			7
6		3		8	4	9
2			5			3
3	4	1		2		6
9		5	1			
2		8	3	1	4	
6	1		4			5



Solutions des  
grilles précédentes

MOYEN

1	8	3	9	2	4	5	6	7
4	9	5	6	7	8	3	2	1
2	6	7	5	1	3	4	8	9
8	2	1	7	3	9	6	4	5
5	3	9	4	6	1	8	7	2
6	7	4	2	8	5	1	9	3
7	5	2	1	4	6	9	3	8
9	4	8	3	5	2	7	1	6
3	1	6	8	9	7	2	5	4

## SUDOKU 5x5 32 DIFFICILE

9		1	8	5		6
1	2					9
			2			
6		2	1	3	5	
7	2	5		4	1	
4		7	3		9	
			1		8	
8	4				5	7
2		8	5	9		3

2	5	4	3	6	8	7	9	1
3	6	7	9	1	2	5	8	4
8	9	1	5	4	7	3	2	6
6	3	9	7	2	5	4	1	8
7	8	2	1	3	4	9	6	5
4	1	5	6	8	9	2	3	7
5	2	3	8	7	6	1	4	9
9	4	6	2	5	1	8	7	3
1	7	8	4	9	3	6	5	2

Par

**MARGAUX LACROUX**

Envoyée spéciale dans les Pyrénées

**A**utour de tables disposées en U, une trentaine de personnes jusque-là studieuses s'agitent. La carte des zones inondables, tachetée de bleu et d'orange, vient d'apparaître, projetée au mur. On y devine les principales vallées alentour et une ribambelle de communes susceptibles de se retrouver les pieds dans l'eau. «*Je vois que ça vous fait parler*», relève Perrine Vermeersch. La responsable des activités «risques naturels» au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) a fait le trajet depuis Bordeaux pour accompagner un ensemble de 92 communes du Béarn dans un projet pilote pour les Pyrénées.

Pendant près de trois ans, l'experte va les aider à s'adapter au changement climatique. Car la surchauffe de la planète multiplie et accentue les dégâts causés par les aléas naturels (inondations, incendie, mouvements de terrain, canicules, sécheresse) dans les montagnes et les plaines pyrénéennes. Le gouvernement compte encourager ce type de démarche par le biais de la mission adaptation lancée en début d'année, qui met l'expertise du Cerema et de l'Agence de la transition écologique (Ademe) au service d'une centaine de territoires volontaires.

Vendredi 18 avril, c'est le coup d'envoi de l'opération à Bénédacq (Pyrénées-Atlantiques), à trente minutes de Pau, la première d'une longue série d'ateliers pour élaborer une «stratégie de résilience». Des élus des trois communautés de communes embarquées dans l'aventure (Pays de Nay, Vallée d'Ossau et Haut Béarn), regroupées sous la bannière «Montagne béarnaise», ainsi que des employés municipaux, représentants du département, de l'Etat, du parc national des Pyrénées et des structures gestionnaires des rivières, ont répondu présents. Ce territoire bénéficie, pour le projet, d'un budget de 155 000 euros abondé à 40 % par le Cerema et à 60 % par l'Union européenne, via son programme de financement Life dédié à l'environnement. Car celui-ci s'inscrit dans un autre encore plus large: Pyrénées4Clima, un programme de recherche européen pour développer des actions d'adaptation au changement climatique sur l'ensemble du massif franco-espagnol.

#### «CE N'EST QUE LE DÉBUT»

Afin de mieux protéger la population, une première étape s'impose: le diagnostic de vulnérabilité. Il prendra un an, le temps de cerner tous les points faibles de la région. Il faut d'abord examiner quels aléas peuvent survenir sur une zone donnée et les croiser avec la «sensibilité» à ces dangers, c'est-à-dire la présence éventuelle de populations fragiles, d'activités telles que l'agriculture et le tourisme, ou encore d'infrastructures. Cela permet de se préparer au risque «de des-

# RÉCHAUFFEMENT Les Pyrénées sommées de s'acclimater



Près de cent communes béarnaises lancent un projet pilote pour s'adapter à la hausse des températures. Première étape : faire un diagnostic des risques, qui mêlent pluies diluviales, sécheresse et feux de forêt.

REPORTAGE

tructions de bâtiments avec mouvement de terrain, de mort de personnes âgées pendant les canicules», décrypte Chloé Chaumont, chargée d'études adaptation au changement climatique dans les Pyrénées pour le Cerema.

Pendant que les cartes et graphiques de diagnostic défient dans la salle, à l'extérieur, la chaîne des Pyrénées est baignée de soleil. Ses sommets ont récemment été saupoudrés par la neige. Un élu municipal stoppe net notre émerveillement devant ce paysage idyllique: «*Ça ne va pas durer...*» En plein mois d'avril, le thermomètre affiche déjà 25°C. «*Notre territoire couvre un tiers du Béarn et intègre la partie de montagne la plus haute des Pyrénées-Atlantiques, qui compte trois stations de ski*, éclaire Hélène Capdevielle, cheffe de projet au sein de Montagne béarnaise. *Ici, la neige se raréfie, nous sommes confrontés à de grosses inondations, des éboulements de rochers à cause du dégel du permafrost... Ce n'est que le début, mais quand on discute*

*avec nos collègues des Alpes, c'est leur quotidien et ils se demandent s'il ne faut pas abandonner des villages parce qu'ils passent leur temps à réparer les routes.*»

Dans cette partie des Pyrénées, les derniers traumatismes sont encore frais : début septembre 2024, des pluies diluviales ont semé le chaos dans la vallée d'Aspe. Même si l'on n'a pas eu de victime, les dégâts causés par les crues et les coulées de boue ont été nombreux : le village de Borce a été coupé du monde, celui d'Etsaut a été enseveli sous un mètre de roches drainées par l'eau, la route reliant la France à l'Espagne a été coupée car un tronçon s'est effondré lors des intempéries. A quel point cela va-t-il encore s'aggraver dans les décennies qui viennent ?

Pour répondre à cette question, le Cerema a simulé les quantités de pluie attendues localement à l'horizon 2050 et 2100. «*Globalement la pluviométrie annuelle restera la même, mais les pluies seront plus intenses et concentrées sur quelques*

*jours*», avertit Perrine Vermeersch. Sur les cartes qu'elle commente, un nombre croissant de communes sont concernées par d'importants cumuls de précipitations journalières. De quoi augmenter le risque d'inondations encore plus violentes, mais aussi de glissements de terrain, coulées de boue ou encore chutes de blocs de pierre. Toutes les cartes suivantes ont la même logique : que deviendront les températures, les sécheresses, les feux de forêt sur ce bout de territoire lorsque la France se sera réchauffée de 4 °C ? Ce chiffre est devenu le référentiel imposé par l'Etat pour l'aménagement futur du pays, et toutes les stratégies d'adaptation locales devront l'intégrer. Si les inondations vont demeurer le risque le plus important, la région devra aussi anticiper l'extrême opposé : le trop peu d'eau. Les températures vont en effet encore grimper, ce qui ne manquera pas d'accélérer la disparition des glaces et de la neige, des stocks d'eau essentiels pour le pâturage des bêtes sur les estives l'été, mais

aussi pour l'alimentation en eau potable des vallées. «*Les projections climatiques montrent une augmentation importante de la sécheresse des sols*», déroule Perrine Vermeersch. Ce grand écart pourrait provoquer «*davantage de mouvements de terrain*», avertit-elle, et notamment du retrait-gonflement des argiles, qui provoque des fissures dans les maisons. «*Ce phénomène a un impact financier énorme et va exploser à l'avenir*», récapitule la spécialiste. Autre nouveau risque climatique : les feux de forêt, jusque-là quasi-absents du territoire. Dès 2050, les conditions météo seront favorables à leur développement quelques jours dans l'année.

#### UN «EXODE EN ALTITUDE»

«*Il y a des tonnes de données*», s'exclame un des participants, ce vendredi-là, avant de passer à un exercice en plus petit groupe pour prendre en compte tous les enjeux locaux. Le but : simuler trois aléas différents (canicule, mouvement de





La route entre la France et l'Espagne à Etsaut, en septembre 2024, après des pluies torrentielles.  
PHOTO QUENTIN TOP. HANS LUCAS.

terrain et inondation) et imaginer les conséquences en cascade sur le territoire. Autour de la table déroulant le scénario d'un éboulement rocheux, «les populations peuvent être isolées parfois sur une longue durée» commence l'un, tandis qu'un autre lui répond que «les troupeaux aussi». Du côté de ceux qui cogitent sur les inondations, même réflexion : un post-it est ajouté pour décompter les élevages parmi les victimes potentielles, car les crues peuvent causer des pertes d'animaux. A l'autre bout de la salle, on planche sur les canicules. «Ici, il y a une spécificité : les fortes chaleurs s'abattent sur tout le territoire», décrit Chloé Chaumont. Elle précise qu'un tiers des habitants de la zone ont plus de 60 ans et que les propriétaires de résidences secondaires, faute de mémoire des catastrophes passées, ont moins la culture du risque. Les participants redoutent aussi un «exode en altitude» pour chercher la fraîcheur de la nature. «Peut-être qu'on voudra tous avoir nos petites maisons sur les hauteurs,

*mais les populations les moins aisées ne peuvent pas, cela risque d'accélérer des inégalités*», s'inquiète une participante. Une autre ajoute le risque de fragilisation du bâti par les fortes chaleurs.

Elie Razon, dont l'agence d'urbanisme va produire un guide d'aménagement plus résilient dans le cadre du projet, soulève, en plus, le risque pour les infrastructures de transport : «Au Canada, en 2021, par 50 °C les routes fondaient, les rails se dilataient», pointe-t-il, signalant que les rivières au plus bas peuvent aussi causer des problèmes de qualité de l'eau potable. En parallèle, la demande accrue d'or bleu par les agriculteurs – certains arrosent déjà le maïs en plaine – est à prendre en compte. Autant de risques qui devront être anticipés grâce à des mesures d'adaptation. «Il y a une prise de conscience depuis quelque temps. Maintenant, il faut s'organiser», assure Bernard Bonnemason, maire de Bilhères-en-Ossau, village haut perché victime de pluies diluviales en 2007.

Lui regrette notamment que certains maires continuent d'autoriser les constructions dans les zones inondables et explique que les élus les plus réfractaires voient l'adaptation comme «une contrainte supplémentaire».

#### NE PLUS CURER LES COURS D'EAU

D'autres s'interrogent sur la pertinence d'un projet sur un territoire aussi étendu, tant les enjeux sont disparates entre les villes du piémont et les villages de montagne. «Il faut montrer que cette démarche à si grande échelle aura un intérêt et qu'il y aura du concret derrière», reconnaît Hélène Capdevielle. «Ici, les élus ont tendance à gérer les risques à l'échelle de la commune. Ils ne se rendent pas compte mais ils ont des vulnérabilités et des enjeux similaires, rebondit Perrine Vermeersch. Certaines vallées ont des problématiques identiques et les solutions sont communes.»

Le territoire ne part pas totalement de zéro. Pour le démontrer, le Ce-

rema a convié les participants à une visite le même jour sur une ancienne décharge à proximité du gave de Pau, à Bordes. Lors de la crue de 2013, le torrent pyrénéen en furie a emporté une partie de la montagne de déchets vers l'aval. Décision a alors été prise de tout trier, dépolluer et de transformer ce site en prairie. Aujourd'hui, en cas de débordement, le lieu absorbe le trop-plein d'eau et se transforme donc en zone d'expansion des crues. A une centaine de mètres de là, une usine Safran, site stratégique qui produit du matériel militaire, est désormais mieux protégée. «On essaie de prévoir le scénario du pire. Les futurs aménagements permettront au gave de mieux respirer pour préserver les zones à enjeux», précise Henri Pellizzaro, du Syndicat mixte du bassin du gave de Pau. Au programme : laisser encore plus de place à la rivière, favoriser les zones humides qui jouent un rôle d'éponge, et surtout ne plus curer le cours d'eau, un réflexe «contre-productif», avertit-il.

Durant les prochains ateliers, les autres actions déjà engagées seront examinées, puis les acteurs participants imagineront des mesures à la hauteur des vulnérabilités futures, pour ensuite aboutir à un véritable plan d'action. Cela ouvrira une nouvelle étape d'un an et demi, où les choix effectués seront expérimentés sur le territoire. «Souvent, il existe déjà des ouvrages de protection comme les digues, mais d'autres choses moins visibles sont importantes : les solutions fondées sur la nature, la culture du risque, le partage d'expérience, la gouvernance...» énumère Perrine Vermeersch. Pour le tourisme et l'activité économique locale, des ajustements devront également être décidés. Depuis des années, des stations de ski commencent à réfléchir à la sortie de l'or blanc et misent sur des activités toute l'année. Mais il faudra aussi mieux penser la saisonnalité... par exemple en décalant vers le printemps la saison du rafting, victime du manque d'eau. ➤

# IDÉES /

## SÉRIE FRANCE-ALGÉRIE: RÉPARER LES LIENS



Photo issue du film R.A.S. (1973) du cinéaste Yves Boisset sur le quotidien des appelés de la guerre d'Algérie. PRODUCTIONS DE TANA

# Ce passé colonial algérien qui colle aux basques

**Les efforts mémoriels insufflés par Emmanuel Macron sont utiles dans la reconnaissance des méfaits du passé. Mais la dimension coloniale de ces violences reste occultée et empêche d'éclairer les racines historiques des discriminations.**

Il y a quelques semaines, disparaissait Yves Boisset (1939-2025), cinéaste qui, à travers ses œuvres, montrait bien, quelques années après la fin de la guerre d'Algérie (1954-1962), ce que notre passé algérien continuait à charrier. *R.A.S* (1973), film sur le quotidien des appelés de la guerre d'Algérie, et *Dupont Lajoie* (1975), portrait au vitriol

de personnages mus par le racisme anti-arabe, constituent un diptyque qui, cinquante ans plus tard, n'a toujours pas été défait. Ne le perçoit-on pas à travers la cohérence de Bruno Retailleau, contempteur de l'Algérie le matin, pourfendeur des immigrés, de leurs enfants et des musulmans l'après-midi? A vrai dire, le passé algérien nous a légué bien des boulets. Evidemment, des rancœurs qui découlent de la fin de «la plus grande France».

### «POLICE DES ARABES»

Mais également des représentations tenaces, à commencer par celle de l'Arabe violent qui n'a été dompté que par l'application d'une brutalité constante, qu'il s'agisse de celle de la conquête ou de l'administration coloniale. Celle aussi de cet Arabe torve, fainéant, voleur et menteur dont les défauts justifiaient qu'on lui

apportât les lumières d'une civilisation et qu'on lui administrât les coups destinés à contrôler son corps et à réfréner ses vices. De ce passé nous échoit enfin des réalités institutionnelles. C'est ainsi la nécessité de surveiller les «indigènes» des colonies d'Afrique du Nord qui commanda dans les années 1920 la création de la brigade nord-africaine (BNA), bref, d'une «police des Arabes»

Par  
**DOMINIQUE SOPO**



Président de SOS Racisme

ontologiquement traversée par le racisme. Bien que dissoute en 1945, cette BNA ne resta pas sans lendemain. Entre 1953 et 1960, la brigade des agressions et des violences joua, en réalité, un rôle de surveillance des Algériens d'autant qu'elle fut rapidement rattrapée par les réalités sordides de la guerre d'Algérie. Le 17 octobre 1961 à Paris, entre 100 et 200 Algériens qui manifestaient pacifiquement pour réclamer l'indépendance de l'Algérie étaient massacrés par la police. En 1971, Pierre Bolotte (1921-2008), qui avait servi en Algérie française, créait les premières BAC, brigades anticriminalité, dont une partie substantielle du personnel avait là encore servi en Algérie. Leur territoire de baptême fut la Seine-Saint-Denis, où se concentrat une part non négligeable de la diaspora algérienne en France. Les efforts de reconnaissance

mémorielle ont, sous la présidence d'Emmanuel Macron, franchi des caps importants. Ces efforts sont utiles dans la connaissance et la reconnaissance des méfaits du passé. Ils le seraient d'ailleurs encore plus si la dimension coloniale des violences et des mécanismes de domination étaient spécifiés, ce que le Président occulte, mettant là un obstacle à la juste compréhension des phénomènes. Mais, au-delà, la reconnaissance mémorielle doit aider à éclairer le présent, non pas à l'occulter. Et ce présent nécessite que soient combattus les fléaux qui s'y enracinent d'autant plus tenacement que leurs racines historiques sont profondes.

### DEMANDE DE JUSTICE ET DE DIGNITÉ

C'est ainsi que l'on peut difficilement comprendre et combattre l'ampleur et la persistance des discriminations raciales – notamment celles qui touchent les populations d'origine maghrébine – sans analyser les représentations et les rancœurs issues du passé de la France en Algérie colonisée. En novembre 2024, une étude de l'Insee montrait qu'en France les enfants d'immigrés venus d'autres pays européens se sentaient moins discriminés que leurs parents immigrés.

A contrario, les enfants d'immigrés venus de pays extra-européens se sentaient davantage discriminés que leurs parents. Cette situation dit quelque chose d'un blocage historique qui n'est pas sans rapport avec le lien entretenu avec un passé colonial dans lequel la partie algérienne occupe une place importante. La demande de justice et de dignité, c'est aussi celle d'une lutte contre les violences policières dont on sait qu'elles touchent de façon disproportionnée les jeunes d'origine maghrébine et subsaharienne vivant dans des quartiers populaires. Si la filiation avec les polices spéciales et «structurellement» racistes décrites plus haut n'est pas si simple à établir (l'histoire des violences et des répressions empreinte également à la réalité de la répression des «classes dangereuses»), il serait vain de ne vouloir voir dans la longue chaîne des violences à l'endroit des populations d'origine maghrébine – dont le meurtre de Nahel à Nanterre en juin 2023 fut récemment un nouveau et tragique maillon – que des séquences isolées que ne relierait aucun fil. ◀

# La Maison Blanche ou le théâtre enchanté de la cruauté

**Sous le trumpisme 2.0, quoi de plus distrayant que de contempler des personnes enchaînées ! C'est ce que montrent des vidéos publiées par la Maison Blanche.**

**L**'image a de quoi surprendre. Elle a créé la polémique aux Etats-Unis. Publiée le 27 mars sur le compte X de la Maison Blanche, elle représente une femme étrangère au visage noyé de larmes, menottée par un militaire aux traits dénués de toute expression, qui se tient à ses côtés, étrangement impassible. Dix jours plus tôt, le compte @WhiteHouse avait déjà mis en ligne une vidéo de l'arrestation mouvementée de cette même femme dominicaine, nommée Virginia Basora-Gonzalez et accusée de trafic de fentanyl (jetée au sol et menottée par les services de l'immigration et des douanes américains, elle proteste et se débat en pleurs sur un parking public). La nouvelle image de l'arrestation n'est pas une photo, c'est un mème composé par intelligence artificielle dans le style manga du Studio d'animation Ghibli grâce à une nouvelle fonctionnalité de ChatGPT mise en ligne quelques jours auparavant. L'image manga tranche avec les nombreuses photos d'arrestations d'immigrés publiées sur le compte @White-House, toutes accompagnées du motif de l'arrestation et du slogan

«*Make America Safe Again*», («rendre l'Amérique sûre à nouveau»). Elle crée une rupture dans la communication sécuritaire de la Maison Blanche. L'effet manga produit un décrochage narratif. Il fige l'arrestation en une image arrêtée, exagère les traits des protagonistes, souligne leur caractère outrancier. Le désespoir de la jeune immigrée se transforme en une scène grotesque qui n'inspire pas la compassion, mais les moqueries. Les larmes s'écoulent sur son visage comme un signe théâtral, une composition qui ajoute à son crime le mensonge, la duplicité. La jeune femme est démasquée tout autant que interpellée. Elle n'inspire pas la compassion, mais le soulagement devant le dénouement d'une fraude. Elle n'oppose pas de résistance. Elle tend docilement ses mains menottées au policier dans un geste d'offrande.

**Une politique de répression**  
Aucune trace de lutte, aucun signe de révolte. La délinquante n'est pas seulement destinée à être expulsée des Etats-Unis, elle est transportée dans l'univers imagé des mangas. Elle devient un même amusant. On peut en rire. Sa souffrance est convertie en divertissement. Sa peine en accomplissement d'une justice immanente. Elle rejoint l'univers intemporel des fables enchantées. Un manga pour Maga ! La leçon de morale propre à la fable est délivrée sous la forme d'un diptyque intriguant qui accompagne l'image : «*Les arrestations vont continuer. Les mèmes vont continuer.*» Ceci n'est pas un incident, nous dit la fable, c'est un *exemplum* qui exprime et légitime une forme d'autodéfense de toute la société. Il s'agit d'affirmer la continuité et l'exemplarité d'une politique de répression. Poursuite des arrestations d'étrangers, mais aussi exemplarité des déportations. On est ici aux antipodes d'une euphémisation de la violence d'Etat, dans l'hyperbole qui consiste à exagérer la réalité pour en augmenter l'effet de contagion. «*Nous vivons dans une dystopie si*

*profonde que Black Mirror ne pourrait même pas la prophétiser, la parodier ou l'imiter*», a déclaré un internaute, tandis qu'un autre a ajouté : «*C'est un leadership horrible. Je suis favorable à des frontières strictes. Mais s'en moquer ? C'est embarrassant et honteux.*» Bien avant son élection, Donald Trump avait donné un avant-goût de ces dystopies dans les dernières saisons de son émission de télé-réalité, *The Apprentice*. On y voyait d'un côté les *winners*, dans un appartement de luxe, avec champagne et piscine, et, de l'autre, les *losers*, que Trump qualifiait de «*démunis*», s'abritant sous

des tentes cernées par des chiens et mangeant dans des assiettes en carton, comme des réfugiés. Une préfiguration de la vidéo satirique générée par l'intelligence artificielle dans laquelle Trump se délassait sur un transat aux côtés de Benjamin Nétanyahou, sur une plage de Gaza transformée en cité balnéaire. C'est l'un des mystères du trumpisme 2.0 et peut-être l'un de ses traits distinctifs, que cette capacité à présenter la cruauté de ses actes et de ses décisions dans une lumière enjouée, ludique, faite non seulement pour choquer, mais aussi pour distraire. Il ne se contente pas de mettre en pratique tout ce qu'il a promis à ses partisans, il trolle ses victimes. Il amuse la galerie Maga.

**Une forme de jouissance**  
De la frontière américano-mexicaine aux prisons géantes d'Amérique centrale, des comptes X de la fachosphère à la jungle des forums anonymes type 4chan, et jusqu'au sein du Bureau ovale, nous assistons à un nouveau théâtre politique dont nous ne maîtrisons pas encore les codes et les registres. On y joue à guichets fermés un spectacle inédit qu'on pourrait qualifier de «théâtre de la cruauté enchantée». Ce n'est pas seulement un effet de la propagande ni le produit d'un récit confondant. Son énergétique perverse jaillit telle une source

du mouvement Maga. C'est là que se trouve l'essentiel de son énergie. S'y donne libre cours, une forme de jouissance voire d'exubérance devant la douleur infligée aux autres par l'Etat fédéral. On en partage les images avec délectation, comme des souvenirs de vacances et on se moque de ceux qui s'en détournent. Nulle manifestation de colère dans ce spectacle, mais une satisfaction partagée fondée sur le spectacle de l'abjection convertie en une source de jouissance.

Le compte X de la Maison Blanche en a fourni une interprétation littérale en publiant le 28 février une vidéo de 41 secondes qui montre des hommes enchaînés dans des avions accompagné de cette légende : «ASMR : vol d'expulsion d'étrangers illégaux». L'acronyme «ASMR» (Autonomous Sensory Meridian Response), qui a connu depuis 2010 un grand succès sur Internet, désigne une sensation de bien-être, de lâcher-prise, voire carrément un orgasme cérébral provoqué par certains stimuli visuels ou auditifs. Dans la vidéo, c'est la vision de sans-papiers enchaînés qui est associée à cette sensation euphorisante et relaxante de l'«ASMR». Quoi de plus agréable, en effet, que de contempler des hommes enchaînés ! La vidéo à ce jour, a été vue près de 104 millions de fois sur X. ➔

**SIGNÉ COCO**



Par  
**CHRISTIAN SALMON**



Ecrivain



Crinière plaquée en arrière et regard bleu piscine perdu dans l'au-delà, Vincent Cassel devient double du cinéaste. PHOTO PYRAMIDE FILMS

# «Les Linceuls» Cronenberg en grande pompe funèbre

Avec ce long métrage proprement crépusculaire, le cinéaste retranscrit puissamment la douleur du deuil, dans un monde où les caméras épient jusque l'intérieur des cercueils.

Par  
**LAURA TUILIER**

**U**n silence de presque dix ans entre le stupéfiant et furieux *Maps to the Stars* (2014) et la noirceur abstraite des *Crimes du futur* (2022). Et puis une brusque accélération, un (dernier?) soubresaut? *Les Linceuls*, présenté à Cannes l'an passé et assez froidement reçu, est le 23<sup>e</sup> film de David Cronenberg, plus de cinquante ans de carrière dans la carcasse et un deuil à digérer, celui de sa femme, Carolyn Zeifman, disparue en 2017. Pour ce faire, le savant fou du cinéma canadien a fait mijoter une idée de dingue: et si les endeuillés avaient envie de rester en contact avec le corps de leurs proches défunt?

Une alliance des pouvoirs de l'image numérique, combinée à une certaine idée de la surveillance généralisée et accompagnée d'un matérialisme masochiste qui se nourrit du pourrissement corporel. Le héros des *Linceuls*, Karsh (anagramme sonore de *crash*, pour une personnalité au bord de la

sortie de route), a donc mis au point un ambitieux système de tombes connectées qui permet aux vivants d'observer les morts dans leur dernière demeure. L'un sera en cours de putréfaction, l'autre déjà un squelette. Au milieu d'eux trône la femme de Karsh, à l'origine de cette idée qui se révèle pour l'entrepreneur un commerce juteux.

#### AMBiance SÉPULCRALE

De son passé, de cette fortune colossale qui semble le nimber comme une force obscure, rien ne sera dit. Karsh est un personnage en apesanteur, tirant toute son aura d'être incarné par un Vincent Cassel transformé en double du cinéaste, crinière d'argent plaquée en arrière et regard bleu piscine perdu dans l'au-delà. Toujours impeccable, vêtu de son linceul haute couture siglé YSL (la maison Saint Laurent est coproductrice du film), roulant en Tesla comme dans un cercueil, il n'hésite pas à caler ses rendez-vous galants dans le luxueux restaurant attenant à son cimetière, ambiance sépulcrale assurée, tordue à souhait.

L'œuvre aimeraient se synchroniser avec le présent mais ne sait s'adresser qu'à notre moi le plus intime.

«How dark are you willing to go?» c'est la question qu'il pose dans ce début de film planant, épuré, où la bizarrerie comme la logique de son idée ont le temps d'imprégnier le spectateur de leur puissance métaphysique. Photos coquines de sa femme défunte, mais aussi radios dentaires et captures d'écran de son corps en décomposition, Karsh aime en vampire technophile, mû par une pulsion scopique devenue délirante, qui évoque autant les nouvelles fantastiques de Maupassant revisitées au temps de Musk qu'une énième innovation dédiée à nourrir nos passions tristes. Dans le monde de Karsh, les humains n'ont plus leur place qu'à l'état de décomposition et, paradoxalement, les scènes les plus incarnées sont celles où le fantôme de Becca vient le visiter en rêve et prendre le pouls de son désespoir de mari inconsolable. Là, Cronenberg donne à sentir la puissance du deuil physique qu'il faut accomplir lorsque l'être aimé disparaît, les adieux qui littéralement déchirent les corps.

#### SANS TAMBOUR NI TROMPETTE

Le monde tombal de Karsh est à peine peuplé par une belle-sœur, jumelle de la défunte (Diane Kruger), et une cliente aveugle (dont la présence rappelle la femme sans yeux de *Twin Peaks: The Return*), toutes deux stimulant la libido de Karsh en le poussant vers la paranoïa. C'est alors que le film abandonne le sortilège pour la machination et accouche d'une deuxième partie embrouillée mêlant complot sino-russe et profanation de sépultures, comédie complotiste mal fichue (l'embarrassant beau-frère joué par Guy Pearce) et scènes de sexe dont l'érotisme à la papa surprend.

«Le monde n'a pas besoin de mon prochain film», a récemment déclaré Cronenberg au *Los Angeles Times* pour signaler que *les Linceuls* serait, à priori, son dernier opus. Et l'on sent en effet un certain embarras à être en phase avec notre monde obsédé par le dialogue avec des intelligences sans corps, devenu presque pléonastique de son cinéma et qu'il n'est pas aisément de doubler au tournant. «On délite le monde, on ne délite pas sa petite famille», la phrase de Gilles Deleuze pourrait être inscrite au frontispice de cette œuvre terminale, qui aimeraient se synchroniser avec le présent mais ne sait s'adresser qu'à notre moi le plus intime, à sa part la plus solitaire et intemporelle. Débarrassé de ses oripeaux contemporains, *les Linceuls* est un beau film sur la vie après la vie, qui se clôt sans tambour ni trompette (on comprend la stupéfaction cannoise) en pure suspension, du sens et des sens. L'un seul, les autres aussi. ■

**LES LINCEULS** de DAVID CRONENBERG  
avec Vincent Cassel, Diane Kruger,  
Guy Pearce... 1h 59.



Dans *Un pays en flammes*, les humains sont les curieux techniciens d'un spectacle païen, le feu d'artifice. PHOTO THE DARK

## «Un pays en flammes», faire feu de toute joie

**Ensorcelant, le documentaire de Mona Convert capture le spectacle d'un feu d'artifice tiré dans l'obscurité d'une forêt des Landes, sous les yeux de ses habitants.**

**L**e mieux est toujours d'entrer dans le noir et de ne rien savoir, dans l'idéal. Le noir c'est d'abord, avant le confort amniotique de la salle de cinéma, l'ignorance volontaire de ce qu'on s'apprête à voir. «Je ne veux rien savoir», sagesse du spectateur, premier commandement critique. Film de spectacle sur le spectacle, mais œuvre forcément réaliste, *Un pays en flammes* est le genre de documentaire qu'il vaut mieux découvrir à l'aveugle.

Si l'on poursuit quand même la lecture, son principe consiste dans l'enregistrement d'un feu d'artifice, cérémonie votive annuelle dans une forêt des Landes, qui ramène autant aux ensorcellements de l'enfance qu'aux origines du cinéma, au

primitif et à l'art forain, et une approche de cinéma expérimental. Premier long métrage de Mona Convert, cinéaste issue des beaux-arts, il s'agit d'une magnifique œuvre au noir, anthropologique et sorcière, dont l'obscurité rend possible la flambee progressive. Le film-flamme se fraie une voie à l'échelle de la nature révélée parmi les ombres primordiales, fumées denses et gerbes lumineuses, étincelles à l'échelle d'un tronc d'arbre et du monde. On prend des risques à jouer avec le feu, mieux vaut connaître son métier.

**Fusées.** Le film procède par étapes, des crépitements dans les arbres jusqu'au bouquet final, par cercles concentriques élargis. Se passe à peine plus d'une heure pour avoir une vue fugace, nyctalope, de l'endroit où l'on se trouve : «la Lune», dira Margot, la fille dans sa tenue de cosmoneute en pots de yaourt, entre Goldorak et San Ku Kaï. Meticuleux, chaque geste est enregistré par intermittence des lampes torches, des fusées lumineuses,

en pleine obscurité. Comment filmer la nuit ?

C'est le thème et le retour aux sources. D'abord les étoiles, les lucioles, les vers luisants et les clartés obscures, qui jettent des lueurs sur les frondaisons et les eaux du marais, au son des grillons. Après ce paysage à la frontière de l'invisible, apparaissent les bêtes : coqs de bruyère, moutons, une vache qui vous regarde dans les yeux, ou un cochon sauvage mort dont on prépare les jarrets dans la cour de ferme. Enfin les humains apparaissent, mais sans jamais s'attarder, artificiers embusqués qui chuchotent, échangent des ordres, incongrue armée des ombres qui fabrique des trucs qui font pschitt et échange des paroles codées : «J'ai pas le tuyau trop près des artifices?»

Ode à la nuit, la peur du noir est surmontée, dans *Un pays en flammes*, par l'invention du feu. Nous sommes les spectateurs captifs d'un ensorceleur, des sorciers et des ombres. Le cinéma repart à la source, à un état de désordre primitif qu'embellis-

sent les feux d'artifice, les mini-apocalypses et les genèses successives – la nature comme pure fantasia. Pas le grandiose du «son et lumière» des châteaux, de Versailles ou du 14 Juillet, mais représentation à couvert dans les bois, selon un rite sorcier célébrant la nature.

**Magicienne.** Les humains sont les curieux techniciens d'un spectacle païen. Spectacle qu'on dirait pour personne, donné à la nuit, rendu à la nature. *Un pays en flammes* est filmé du point de vue des arbres, des vaches ou du chien, feu de joie où la nature est seule magicienne. Elle a le don de transformer les gens en extra-terrestres, en créatures infantiles et très sérieuses qui travaillent au merveilleux divertissement de fêtards en infrarouge, au rythme de la musique jazz punk occitane de Bernard Lubat et Fabrice Vieira. Autant de gesticulations et de mises à feu que les arbres et les étoiles, les cours d'eau et les bêtes, observent sans moufter, assistance impassible. La forêt a des yeux. Voilà pourquoi la lumière fut, justifie qu'il y ait quelque chose plutôt que rien, les révélations fugitives de la beauté du monde qui force à lever les yeux.

**CAMILLE NEVERS**

**UN PAYS EN FLAMMES**  
de MONA CONVERT, 1h 11.

# CINÉMA //

**Avec sa nouvelle équipe de bras cassés super-héroïques, le studio creuse encore la veine cafardeuse de sa méga-franchise. Adroit mais trop sommaire.**

«**I**l y a quelque chose qui cloche chez moi, un vide. Je pensais que cela avait commencé à la mort de ma sœur, mais on dirait que c'est plus grand maintenant: un néant.» La personne qui s'exprime au début de *Thunderbolts* n'est pas (encore) une patiente chez son psy, mais la super-héroïne – qui s'ignore – Yelena (Florence Pugh, dont la palette complète allant du tristounet au comique, même avec un accent russe préfabriqué, porte le film), mercenaire et tueuse à gages, alors qu'elle s'apprête à sauter du haut d'un gratte-ciel malaisien.

**Bunker.** A part sauver le monde, la santé mentale est le seul thème récurrent dans la franchise Marvel, avec des résultats plus ou moins heureux. Oui au sous-estimé *Iron Man 3* (2013) de Shane Black, avec son héros en plein syndrome post-traumatique et



Florence Pugh, super-héroïne en manque de suivi psy. PHOTO MARVEL STUDIOS

## «*Thunderbolts*»: Marvel sous haute dépression

se forgeant plein d'armures pour enfouir ses angoisses; non à Thor en obèse alcoolique à peignoir dans *Avengers: Endgame* (2019). *Thunderbolts* aborde d'emblée la dépression et en fait pratiquement son moteur, sous couvert de son prétexte à la *Gardiens de la galaxie* (des bras cassés hauts en couleur font équipe). Il le tient dans

sa géographie déprimante de bunker, plaine désolée et immeuble en rénovation, jusqu'à la confrontation avec son grand méchant surnommé... le Néant, une silhouette noire qui plonge New York dans un noir mélancolique et piège ses habitants, condamnés à ressasser leurs traumas et regrets. Cela change des habituelles des-

tructions urbaines du genre, mais Marvel-Disney oblige, le film ne regarde pas trop longtemps dans l'abîme (même le «Néant» dans *l'Histoire sans fin* de 1984 est, en comparaison, plus effrayant). Marvel vs la bipolarité: *Thunderbolts* formalise chez le studio l'alternance entre hypomanie – les cartons rassurants de *Spider-Man : No Way Home*

(2021), *Black Panther : Wakanda Forever* (2022), *les Gardiens de la galaxie vol.3* (2023) et *Deadpool & Wolverine* (2024) – et épisodes «down» – tout le reste depuis *Avengers : Endgame*. «Comment remplacer les Avengers dissous?» se demande-t-on dans le film. Traduction: comment retrouver la formule de la réussite

site, garder le sourire et les spectateurs chez Marvel-Disney? Il faut rassembler: reformer les Avengers comme *Oasis* pour deux films en 2026 et 2027 et, plus largement, réconcilier, apaiser un pays très tendu.

**Cathartique.** Dans le bleu-blanc-rouge cerise de *Captain America : Brave New World* (2025), le héros patriote et vertueux préférera calmer son opposant, le collégial président des Etats-Unis ayant craqué son slip pour devenir un Hulk écarlate, plutôt que de lui casser la gueule. *Thunderbolts* opte aussi pour le gros câlin cathartique, mais avec une intrigante combinaison de faquins costumés qui sont des miroirs à divers trumpistes traînant des casseroles et aux manettes de l'Amérique, et auxquels le film accorde une possibilité de rédemption. Un divertissement pour toutes les familles donc, surtout si elle comporte une parodie de Superman junkie guéri, un ex-Captain America meurtrier, deux anciens agents russes et un député qui a été tueur pro-nazi dans une autre vie.

**LÉO SOESANTO**

**THUNDERBOLTS** de JAKE SCHREIER avec Florence Pugh, Sebastian Stan, David Harbour... 2h 06.



Léa Clermont-Dion, caméra au poing en manifestation. PHOTO BABEL FILMS

## «*La peur au ventre*», enquête de liberté

Documentant les manifestations après le torpillage du droit à l'avortement aux Etats-Unis, Léa Clermont-Dion se heurte à un sujet trop vaste pour elle.

**L**a *Peur au ventre* est de ces films d'urgence militante, s'attelant en direct à témoigner d'une violence politique. Après la révocation en juin 2022 de l'arrêt Roe v. Wade, qui avait mené en 1973 au vote du droit à l'avortement par la Cour suprême aux Etats-Unis, Léa Clermont-Dion prend son courage féministe à deux mains et, caméra au poing, pas avare en selfies, s'en va filmer dans les manifs des deux bords, pro-choice et pro-life, tente d'évaluer les retombées chez le voisin américain, comme au Québec. Assez vite hélas elle flanche face à l'ennemi, va trouver refuge du bon côté, chez les amies militantes, mal à l'aise et incapable de mener à bien le film d'enquête qu'elle envisageait. Il faut dire que les stratégies d'infiltration du camp d'en face sont décourageantes, lobbys intégristes

religieux affichant de doux et terrifiants sourires bêats, s'immissant lentement dans les instances garantes des libertés démocratiques, renversant les valeurs morales et politiques, dans un relativisme infernal qui fait de fausses équivalences de tout et de n'importe quoi. Le documentaire brouillon s'affronte à un sujet trop grand pour lui. Léa Clermont-Dion l'avoue jusqu'au titre, elle a peur. Jamais elle ne fait le poids face aux slogans bien appris des pro-life à pancartes et aux débonnaires membres du Parti de l'héritage chrétien. La peur est mauvaise conseillère, et le documentaire moins opiniâtre qu'un numéro de *Complément d'enquête*. Sur le même sujet traité brillamment, rien ne remplace *Mrs. America*, l'un des meilleurs biopsics jamais conçus, mini-série de 2020 avec Cate Blanchett campant Phyllis Schlafly, antiféministe acharnée, dont l'agenda ultraréactionnaire s'était sur le tard renforcé du slogan de campagne de Reagan 1980 : «*Let's make America great again*».

**CAMILLE NEVERS**

**LA PEUR AU VENTRE** de LÉA CLERMONT-DION, 1h 23.

# «Little Jaffna», Tigres et traque

En prenant les agissements du noyau parisien du mouvement indépendantiste sri lankais comme toile de fond de son film policier, Lawrence Valin va droit à l'essentiel, sans pour autant négliger respirations et dérives hallucinatoires.

**L**a vision plus ou moins nette d'un groupe séparatiste lié à la guerre civile au Sri Lanka, une présence colorée et bruyante aux manifs du 1<sup>er</sup> Mai, de vagues histoires de règlement de compte à coups de sabre dans les rues du XVIII<sup>e</sup> arrondissement parisien : c'est en substance ce que le Français moyen connaît des Tigres tamouls. *Little Jaffna*, en utilisant les membres installés en France de ce mouvement indépendantiste sri lankais comme toile de fond d'un récit d'infiltration policière, en livre un tableau beaucoup plus complet, complexe et ambigu.

**Inédite.** N'allez pas vous attendre pour autant à un docu drama au cordeau ou une pesante tragédie communautaire : de la même manière que *Harka* de Lotfy Nathan utilisait les prémisses des printemps arabes comme toile de fond à un pur

western, le premier long métrage de Lawrence Valin reste surtout et avant tout un film policier. Un film vissé à son personnage principal, Michael (impeccablement interprété par le réalisateur lui-même), flic infiltré dans une bande parisienne qui rackette la communauté sri lankaise pour financer la lutte des Tigres tamouls et leur objectif de revendication de territoires dans le nord et dans l'est du pays.

On retrouve ainsi tous les poncifs du genre (plan séquence sur l'homme de main allant faire casquer les commerçants, clash avec la bande rivale, comptage de fric en sous-sol, fête entre bandits, interrogatoire d'un traître qui finit dans un bain de sang...) mais calés sur une grille inédite. Dans *Little Jaffna*, on se bat à coups de poisson surgelés, planque des liasses de billets dans des cartons de mangues, se chicane sur l'amour fraternel et entre en

transe au cinéma devant le dernier blockbuster made in Kollywood (l'industrie du cinéma tamoul).

**Respirations.** «Si tu traverses l'enfer, continue d'avancer», dit à un moment un des personnages. C'est comme si Lawrence Valin avait choisi d'appliquer ce précepte, code tacite des meilleures séries B, à son film. Pas de gras, pas de longueur, de rares dérapages (une

poignée de ralentis lourdingues sur fond de nappes de synthé chamani-co-évanescantes) : *Little Jaffna* va droit à l'essentiel, sans pour autant négliger respirations et dérives hallucinatoires (la procession chrétienne), jouant assez habilement d'émotions retenues (le personnage de la grand-mère de Michael qui, en une caresse, un regard, en dit plus que vingt minutes de dialogue) et dévoilant un théâtre singulier,

monde souterrain, planqué derrière des portes et des boutiques, où Paris n'apparaît que par bribes, horizon lointain d'une arène plongée dans l'ombre et le secret. Une excellente surprise.

**LELO JIMMY BATISTA**

**LITTLE JAFFNA** de LAWRENCE VALIN avec Lawrence Valin, Puviraj Raveendran, Vela Ramamoorthy... 1h 40.



Dans *Little Jaffna*, on se bat à coups de poisson surgelé. PHOTO GUY FERRANDIS

# «Ce nouvel an...» dans l'autoritaire du temps

**A travers une mosaïque de récits faussement triviaux, la tragi-comédie de Bogdan Muresanu suit les longs derniers jours de la dictature roumaine.**

**I**maginez *Short Cuts* de Robert Altman dans la Roumanie de 1989 : plusieurs personnages, lointainement connectés les uns aux autres, traversent en parallèle les derniers jours de la dictature de Nicolae Ceausescu. Un réalisateur de la télévision nationale doit reshooter en urgence l'émission patriote du nouvel an, un jeune homme timide tente de s'évader du pays,

une actrice rechigne à participer à un programme de propagande... La galerie bigarrée assemblée par Bogdan Muresanu gravite invariablement autour de la menace du régime, insinuée partout les pores d'une société roumaine habituée à la surveillance permanente.

**Boléro.** Comme pour prolonger les regards inquisiteurs de la Securitate, *Ce nouvel an qui n'est jamais arrivé* suit ses nombreux protagonistes à coups de caméra épaulé et de zooms rapides. Muresanu y gagne une certaine plasticité, et peut alors attraper au vol autant l'émotion fugace sur le visage d'une vieille partisane, expulsée de sa maison, que plusieurs mines déconfites qui



La dictature, cette tragi-comédie. PHOTO MEMENTO

assurent, à la *The Office*, la part humoristique du film. La dictature est, après tout, une vraie tragi-comédie, régie par des règles aussi absurdes que mortelles. Difficile par exemple de trancher entre rire et inquiétude quand un père de

famille craint d'être incriminé par son fils, qui a inscrit son souhait de voir «mourir le vieux Nico» sur une lettre au père Noël. D'abord un peu déroutant, l'empilement des récits et des différents registres va pro-

gressivement faire corps ; c'est bien là l'enjeu secret du film, qui accumule une série de micro-événements pour s'acheminer l'air de rien vers un bouleversement qui touchera «les uns et les autres» (on pense au final du film choral de Claude Lelouch quand commence à retentir, à l'approche du dénouement, le *Boléro* de Ravel). Ce sera, en point d'orgue, la manifestation explosive du 21 décembre 1989, dernière goutte d'eau avant que ne déborde complètement la coupe de Ceausescu – le lendemain, le gouvernement tombera.

**Echelle.** Dans cet impressionnant crescendo final, la mosaïque construite par le film prend tout son sens. En s'intéressant à une poignée

de personnages triés sur le volet, Muresanu ramène la révolution et les parterres de manifestants aperçus dans les images d'archives qui ferment le film, à l'échelle individuelle. C'est le grand geste démocratique de *Ce Nouvel An...* qui, alors que la Roumanie traverse une crise politique qui pourrait bien sourire à l'extrême droite, sonne aussi comme un rappel de bon ton : entre résistance infime et collaboration banale, l'(in)action de chaque citoyen participe à écrire l'histoire.

**CLÉMENT COLLIAUX**

**CE NOUVEL AN QUI N'EST JAMAIS ARRIVÉ** de BOGDAN MURESANU avec Adrian Vancica, Nicoleta Hâncu... 2h18.

# CINÉMA //



Dans la rue, dans le métro, dans les cafés, toutes classes sociales sont attrapées dans *le Joli Mai*. PHOTO POTEKINE FILMS

## «Le Joli Mai», Chris ressuscité

**De retour en salles, le film restauré de Chris Marker et Pierre Lhomme dévoile la capitale en mai 1962, au lendemain de la guerre d'Algérie que beaucoup préfèrent alors taire.**

**N**oir profond, ombres allongées des passants vus d'en haut, sourires de chats et d'une chouette caressée comme félin, animaux-signature de Chris

Marker, le cinéaste écrivain qui aimait ne pas se montrer. Cris 100% masculins à la Bourse de Paris, intérieur d'un bidonville à Nanterre éclairé par une télé qui diffuse des images de soucoupes volantes, promesse de bonheur dans «un grand ensemble» qui vient d'être érigé. Des jeunes couples pris au vol, un marchand de vêtements, et tant d'autres rencontres parisiennes en tous lieux, dans la rue, dans le métro, dans les cafés, toutes classes sociales attrapées, et cette question répétée sous forme de fil conducteur : qu'est-ce que vous retenez de ce mois de mai 1962? Doublée d'une

autre : c'est quoi le bonheur, cette «idée neuve» maintenant que la guerre est finie ?

**Silence.** Comme sur tous les documentaires cultes, le regard sur *le Joli Mai*, cosigné par Chris Marker et le chef opérateur Pierre Lhomme, se modifie au fil des décennies, l'œil ne s'arrête jamais sur les mêmes images, l'oreille sur les mêmes propos. Le film saisissait, en mai 1962, le passage sous silence des accords d'Evian qui avaient conclu la paix en Algérie deux mois plus tôt. Ainsi, la France venait de mettre fin à son empire colonial, mais personne

pour n'en faire ne serait-ce que la remarque ; la température fraîche, le prix des pommes de terre, ou «la grande victoire des vieux» dont la retraite vient d'être réévaluée paraissant des événements plus significatifs. Dans la deuxième partie, un interlocuteur évoque à bas bruits des «événements qu'il est préférable de taire» mais refuse d'en dire plus. Oui, les Parisiens ne mentionnent ni la guerre d'Algérie ni sa fin, mais certains disent qu'ils craignent les harkis, et les murs témoignent encore des mesures de précaution à prendre en cas de bombardements aériens.

Ce qui frappe en 2025, c'est l'immense liberté formelle des auteurs, qui ne se laissent pas enfermer dans leurs propres contraintes, éteignent la voix off quand ça leur chante, la reprennent, dressent tout autant un portrait sociologique de Paris et des Parisiens qu'ils filment leur journal intime et rêveries. Une araignée sur la chemise blanche d'un homme vite capturée par la caméra de Pierre Lhomme et aussitôt reprise dans une question de Marker qui évoque «l'araignée au plafond».

**«Pognon».** Caméra-vérité, disait-on alors pour désigner la tentative d'objectiver un lieu et un moment avec un outil qu'on jugeait léger. La caméra intrigue, les enfants la regardent longuement. «*Le pognon, le pognon, le pognon, je suis heureux quand je vend et que j'ai du pognon dans la caisse*», explique avec ferveur un vendeur de costumes qui répète tout trois fois. Cette peur de manquer d'argent devient un des marqueurs involontaires du film, un leitmotiv.

Qu'est-ce qui rend difficile d'imaginer un «Joli mai 2025», alors même que les outils idoines sont pléthoriques et partagés ? Est-ce l'extrême banalité du geste de filmer qui annihile l'émerveillement, nécessité préalable à l'entreprise ? Un enfant désigne les murs d'une rue : «*Ils sont préhistoriques*».

«*Qu'est-ce qui ne va pas, visage. Qu'est-ce qui vous fait peur ? Que nous ne voyons pas et que vous voyez comme les chiens ?*» interroge la voix off face à des portraits de passants perclus dans leurs préoccupations.

**ANNE DIATKINE**

**LE JOLI MAI** de CHRIS MARKER et PIERRE LHOMME, en salles (2h16).

## «Les Fleurs du silence», burnes out

Will Seefried prend pour sujet central une cruelle «méthode» de conversion du XX<sup>e</sup> siècle, qu'il fait endosser par un médecin gay traversé par la haine de soi. Un parti pris aussi absurde qu'incompréhensible.

**L**e désir scientifique de traiter l'homosexualité comme une maladie dont il était possible de guérir a donné lieu à diverses méthodes dont, l'une, particulièrement délirante et cruelle, fut imaginée par le physiologiste austro-hongrois Eugen Steinach au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agissait rien moins que de remplacer les testicules de l'homosexuel par d'autres estampillés 100 % pur origine hétéro. Le film de Will Seefried laisse penser que la méthode était si couramment utilisée qu'ici c'est un



Le récit est raconté en série de flash-back. PHOTO ASC DISTRIBUTION

# «Tu ne mentiras point», les riens et le mal

**Dans l'Irlande de 1985, un charbonnier, incarné par l'intensité mutique du néo-oscarisé Cillian Murphy, est confronté à la cruauté d'un pensionnat religieux pour adolescents.**

Il y a quelque chose de magnétique dans la figure de Bill Furlong, le charbonnier mutique de *Tu ne mentiras point*. C'est le premier rôle post-*Oppenheimer*, et donc post-oscar, de Cillian Murphy, qui troque le chapeau du physicien pour l'attirail d'un ouvrier irlandais en plein hiver 1985, gagné, après avoir été témoin d'une altercation sur le palier d'un couvent, par un indicible vague à l'âme. Peut-être celui d'un homme accompli qui, après une vie passée à travailler sans relâche pour bâtir son foyer, se trouve pour la première fois disponible à l'introspection.

**Minéralité.** Le film ne lève d'abord que par touches éparses le mystère de cette

affliction, restant tout entier concentré sur son personnage principal; Cillian Murphy, lui, laisse le bleu glacé de ses yeux ouvrir un abîme chez Bill, figure de l'ombre toujours fourrée dans les caves noircies, que l'on peine à percer à jour.

Cette minéralité compose la part la plus réussie de *Tu ne mentiras point*, qui tient par endroits la belle promesse de son titre original : une attention aux «small things like these», ces petites choses qui, d'un silence prolongé à un regard perdu dans le vague, apparaissent comme les fissures visibles d'une blessure plus profonde. Du moins, c'est le cas durant les premières séquences du film, entre coupées par la suite de flashback sur l'enfance de Bill, marquée par un trauma lié à sa mère. Chacun de ces retours en arrière, qui offrent un contrechamp didactique à la douleur sourde du héros, entame alors un peu plus la pesanteur de l'atmosphère générée jusqu'ici par Tim Mielants.

Le cinéaste vise en réalité, à travers l'histoire de la mère de Bill, à joindre la trajectoire du charbonnier au sujet de

société dont il entend s'emparer : le traitement cruel infligé par les pensionnats de l'église de la Madeleine aux adolescentes désœuvrées qui y trouvaient refuge. *Tu ne mentiras point* tente même d'esquisser, dans un dernier tiers plus foutraque, un frisson paranoïaque quand les soupçons de Bill se heurtent à la mainmise des religieuses sur sa bourgade de New Ross.

**Fable morale.** Ces ramifications diluent de plus belle l'intensité du film : les coups de force de scénario servent maladroitement de renforts à une mise en scène disons un peu timide, qui ne tient que quand elle s'attache à l'intimité de son personnage. Bill, muet dans sa salle à manger au milieu de ses quatre filles espiègles, captive bien davantage que le ta-

bleau d'ensemble aux airs de fable morale que le film entend dresser (révélation : il faut faire le Bien, plutôt qu'accepter le Mal). C'est

donc seulement quand il se concentre sur trois fois rien que *Tu ne mentiras point* arrive à quelque chose.

**CLÉMENT COLLIAUX**

**TU NE MENTIRAS POINT**  
de TIM MIELANTS  
avec Emily Watson, Clare Dunne, Cillian Murphy, Michelle Fairley... 1h 38.



Bill Furlong (Cillian Murphy), ouvrier dans l'ombre que l'on peine à percer à jour. ENDA BOWE. LIONSGATE. CONDOR

RECHERCHÉS & BLUF TRAIN FILMS & DULAC DISTRIBUTION  
PRODUCTION

"UN HOMMAGE À LA LIBERTÉ"  
TÉLÉRAMA

GIORNATE  
degli AUTORI

FIPA DOC  
INTERNATIONAL DOCUMENTARY FESTIVAL

OFFICIAL SELECTION  
TIFF  
TORONTO INTERNATIONAL FILM FESTIVAL

**SOUDAN,  
SOUVIENS-TOI**  
سودان يا غالي

UN FILM DE HIND MEDDEB

Liberation louie LE 7 MAI AU CINÉMA nofi SENS CRITIQUE Télérama

ACAT Agir Ensemble pour les droits humains

FORUM VISIONNAIRE

CINÉ-CLUB

FIDH

IRD

ASSOCIATION

UPH

PROMO

Multiciné

Palme d'or

france culture

jeune médecin anglais, Philipp, qui demande dans une chaumière fleurie à son amant, écrivain-poète en herbe, de le sauver en pratiquant à vif cette délicate opération. La greffe a été rendue possible car les deux hommes ont tué un ivrogne de passage. Le fils de cet ivrogne, Louis, marié et père de famille, finit par passer dans les parages et se jette dans les bras d'Owen. Le récit est raconté en série de flashback, Owen étant interné dans une institution où un infirmier sadique lui pique les fesses tous les jours (mais avec quel produit?).

Enrubannée d'une jolie photographie digne façon poster puzzle, évocation vague du cinéma de James Ivory période *Maurice* mais dans une relecture horrifique, *Lilies Not for Me* (rebaptisé par la sortie française, *les Fleurs du silence*) repose quand même sur un postulat in-

compréhensible. On se demande vraiment pourquoi le réalisateur a trouvé pertinent de réévoquer cette «technique» de conversion au bistouri en la faisant endosser par un gay travaillé par la haine de soi, dès lors qu'historiquement toutes ces méthodes ont toujours été mijotées par les franges les plus paranoïaques d'un patriarcat intransigeant. On laisse accroire qu'elle aurait trouvé preneur chez ceux-là mêmes qu'elle entendait mutiler. Absurde. Tout le film dans ses afféteries et sa noirceur est de fait très bizarre, dégoulinant de hontes ou de confusion mentale, et moins queer qu'il ne le pense.

**DIDIER PÉRON**

**LES FLEURS DU SILENCE** de WILL SEEFRIED avec Fionn O'Shea, Robert Aramayo, Erin Kellyman... 1h 39.

# En quête de légèreté

**Charlotte Gainsbourg** Rencontre tardive avec l'actrice timide et provocante, qui s'escrime à échapper à ses deuils passés.



**I**l y a cette effervescence permanente qui l'enrubanne et qui jure avec la discréton de son insertion façon glissendo dans la banalité du quotidien. Il y a cette hyperprésence numérique qui la déréalise et l'exalte en étonnante vamp de 53 ans aux jambes interminables et il y a son apparition retenue en jean et hoodie sombre dans ce bar d'hôtel de la rive gauche, que semble parfaitement connaître son bull terrier. Il y a la promo d'*Etoile*, la série de Prime Video qui facilite l'ap-proche de Charlotte Gainsbourg qu'on s'était promis de rencontrer avant que le temps n'en soit passé.

Elle joue une directrice de ballet dans cette comédie transatlantique qui voit deux institutions culturelles aux abois échanger leurs principaux talents entre Paris et New York, dans l'espérance d'une hypothétique relance de leur attractivité. Charlotte G. est accoutumée aux allers-retours entre Hexagone et monde anglo-saxon. Chacun sait que la princesse régnante de la famille royale artistico-bobo a grandi rue de Verneuil, à Paris, dans la maison de son père Serge dont elle a fait un musée. Elle réside alentour avec son compagnon, l'acteur et réalisateur Yvan Attal et y a élevé leurs trois enfants. Inutile de rappeler les origines anglaises de la fille de Jane Bir-

kin. Il est probable que soit aussi connue sa longue échappée vers Manhattan après le suicide de sa soeur Kate Barry. Elle y a goûté un anonymat qui lui est inconnu en bord de Seine. Ici, les figures aimées reviennent la hanter tant l'affection généralisée pour ses parents défunt continuent à lui faire une pavane d'infante. Elle raconte: «Hier, dans la rue, une dame a tenu à me montrer une photo de ma mère. Je ne pouvais pas refuser, mais ensuite l'image m'a accompagnée la journée durant et la tristesse m'a ratrappée.» Elle voudrait échapper à ce passé, mais y revient sans qu'on lui demande rien. Comme si sa généalogie était un passage obligé qui la

validait encore aujourd'hui. Elle a apprécié les contraintes générées par le tournage d'*Etoile* qui s'est étendu sur neuf mois et lui a permis de repousser ses idées noires. Pour autant, elle ne danse pas, sauf parfois seule face au miroir. Ni valses de Vienne ni passes de rock. Ah si, elle a appris la samba, elle ne sait plus trop à quelle occasion. Si non, il y a les slows auxquels elle ne se dérobait pas. Elle dit: «C'était facile. C'était juste pour frotter.» Elle en sourit à sa manière, comme souvent quand elle balance ces scuds provocants qui sont si brusques qu'on ne sait jamais s'ils sont réels ou si

on les a rêvés. A chaque fois, ça fait comme un éboulis magnifique avec yeux plissés, mâchoires écartelées et joues tirées. Puis, vite ses inhibitions anciennes la reprennent.

Celle qui a incarné une superviseuse psy dans la série *En thérapie* garde une capacité rare à se dénigrer. Elle aurait «une très mauvaise mémoire». D'où son utilisation du prompteur, «et pas de l'oreillette», quand il y a de longs monologues à tirer au cordeau. Elle préfère les dialogues avec balle à renvoyer au partenaire et improvisation. Elle explique ces amnésies par la timidité qui l'a toujours statuifiée et qui se déclinerait en «obsession de soi» et en «incapacité à s'ouvrir aux autres». Cela est assez raccord avec son refus de faire du théâtre. Mais alors comment expliquer ses longues tournées musicales? «Je m'étais dit: "Pourquoi monter sur scène, si tu t'y sens aussi mal?" Et pourtant j'y suis allée. Je ne bouge pas beaucoup, je suis raide, c'est comme ça, mais je commence à m'accorder de mes défauts.»

Cette réserve qui confine au mal-être va de pair avec son exact inverse, une exposition permanente assez gonflée et allègrement désinhibée. Si la tribu Gainsbourg-Birkin s'est toujours dorée aux feux de la rampe sans s'y brûler, Charlotte G. continue le combat. Cela devrait

lui être une tannée. Au contraire, elle trouve la chose à son goût. L'ambassadrice de la maison de couture Saint Laurent joue le jeu de la déambulation à grandes foulées et de la démonstration sans ambiguïtés, ni blocages. Eperonnant son allure assez cow-boy, elle porte les minijupes créées par Anthony Vaccarello. Celui-ci les a lestées d'une encombrante traîne à volants que les hauts talons de sa mannequin senior d'1,73 m aux maladresses adolescentes risquent fréquemment de déchirer.

On admire chez Charlotte G. ce fracas de contradictions qui font un bruit de cymbales. L'angoisse ontologique percut le côté peur de rien. Ainsi elle se fuit comme d'une guigne des critiques qui égratignent un lointain shooting japonais où elle joue les bimbos gominées, entre deux voitures de luxe. Et de rétorquer, bravache: «C'est très bien d'être un objet sexuel.» Sitôt la vanne sortie et l'ironie épanouie, c'est comme si elle rentrait en elle-même. Mais sans se renier, car ne compte pas sur elle pour débiner les réalisateurs aujourd'hui contestés ou accusés avec qui elle a aimé prendre des risques artistiques, qui ont su briser sa carapace et lui donner confiance: Lars Von Trier, Bertrand Blier ou Benoît Jacquot.

Quand on lui parle croyance et spiritualité, elle dit: «Je vis avec mes morts», comme si ses devanciers demeuraient des dieux vivants et des absents insistants qui la dispensaient de toute crédulité. Elle rappelle comment son père, juif ashkénaze, était «anti-religieux» et combien sa mère, anglicane de tradition, «s'en foutait». La seule messe de minuit où elle a tenté d'aller, s'est finie à l'hôpital après un accident de voiture.

Elle s'étonne que ses enfants ne détestent pas respecter les rituels dont Yvan Attal, leur père séfarade, est plus averti qu'elle. Le lendemain du 7 Octobre, elle s'est rendue avec la plus jeune de ses filles à une manifestation au Trocadéro. Désormais, elle

se contente de plaider «pour la paix». On n'arrivera pas à savoir la couleur de son dernier bulletin de vote, tant ses oscillations perturbent l'insistance et freinent la curiosité. Il faut saisir au vol sa franchise entraperçue au lieu d'exagérer la noirceur de ses jets d'encre façon poulpe. Elle évoquera juste le souvenir des combats de Jane Birkin pour les droits de l'homme et pour Sarajevo. Et cela semble vite peser lourd que de se confronter à la stature de la généreuse précédente. Elle dit: «C'est la honte de ma jeunesse de n'avoir été préoccupée que de moi-même. Désormais, ça va un peu mieux.» Il ne faudrait pas pour autant penser que Charlotte G. vit hors du monde et hors du temps. Elle est à tu et à toi avec les riches et célèbres. La notoriété lui sert d'entre-gent et sa particularité agit en aimant intrigant. Quant à l'argent, elle en est prodigue, disent ses copines. Elle invite facilement et paie pour toute la compagnie.

Elle ne se ronge pas les ongles, mais se mange la pulpe des doigts. Elle efface ainsi ses empreintes digitales. Et les douaniers peinent à identifier l'ultra-connue. Voilà la dernière manière que cette très visible a trouvé pour disparaître. ♦

Par **LUC LEVAILLANT**  
Photo **NOLWENN BROD. VU**